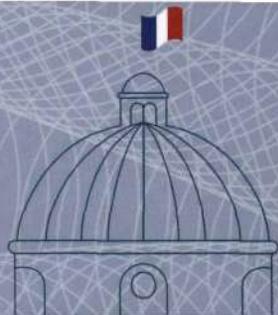


**RENCONTRES
SÉNATORIALES
DE L'ENTREPRISE**



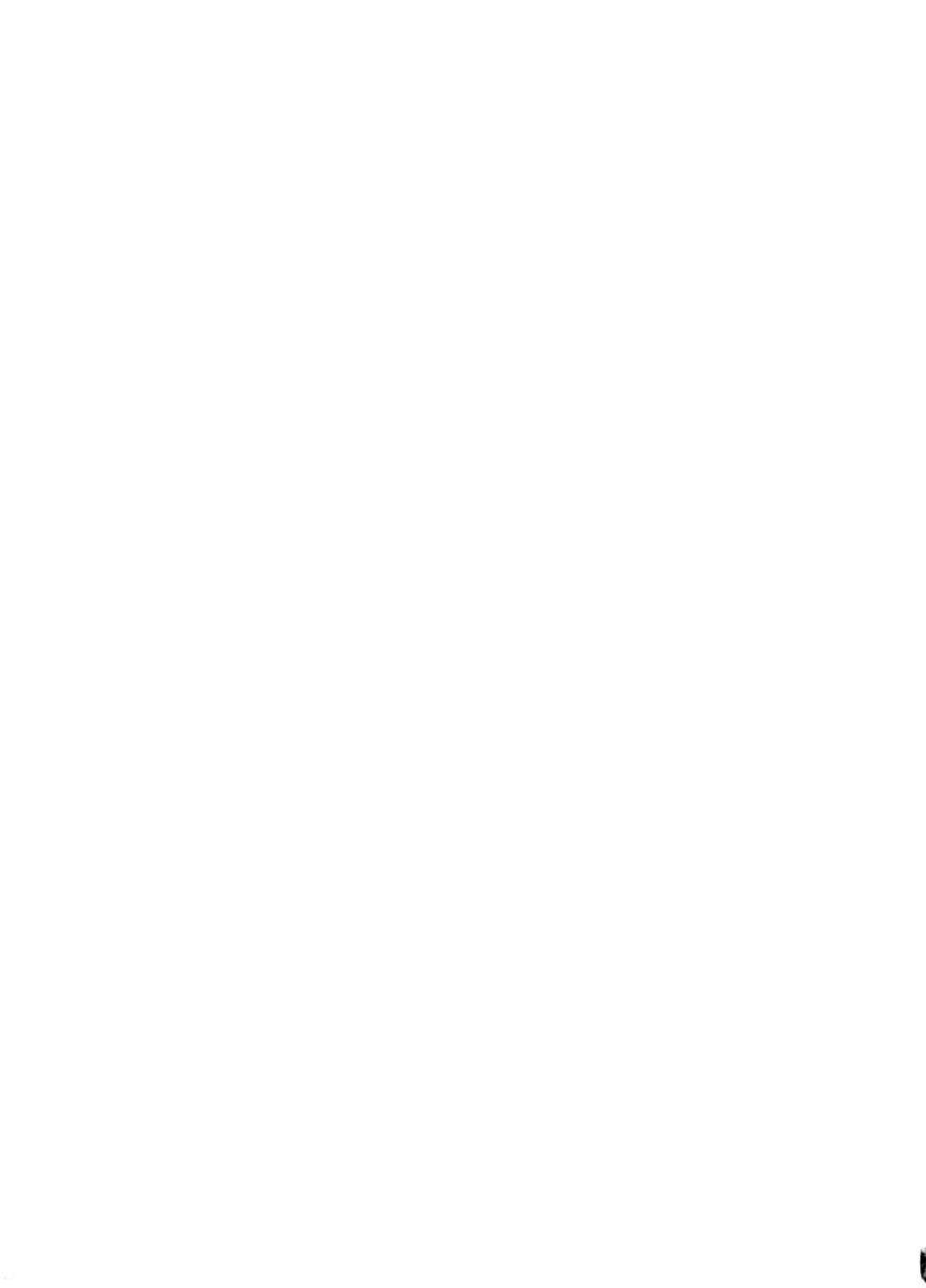
**EXPÉRIENCES
VÉCUES**

**39 SÉNATEURS
EN STAGES
D'IMMERSION**

4^{ÈME} ÉDITION



un événement
**Semaine de
l'Entrepreneur**



LE SÉNAT, MAISON DES ENTREPRENEURS



Dans la hiérarchie des priorités gouvernementales la création d'entreprises revient aujourd'hui au premier rang, place qu'elle n'aurait jamais du quitter. Le mérite en revient principalement à Jean-Pierre Raffarin et à son dynamique Secrétaire d'Etat, Renaud Dutreil.

Parallèlement et pour la quatrième année consécutive, quarante sénateurs de tous les groupes politiques ont fait le choix d'aller à la rencontre des hommes et des femmes d'entreprise. Ils se sont mis l'espace de quelques jours en situation de comprendre les difficultés, les attentes et les espoirs de ceux qui créent et innovent. Pourquoi ? Afin de légiférer de façon plus utile pour le bien être commun.

Le Sénat devient ainsi chaque jour un peu plus la "Maison des entrepreneurs". A côté de Tremplin-Entreprises, Club.Sénat.fr, et bien d'autres initiatives, les stages d'immersion des sénateurs en entreprises constituent une passerelle supplémentaire entre le monde de l'entreprise et celui des décideurs publics.

Changer les lois est parfois nécessaire. Mais il est tout aussi important de faire évoluer les esprits. Le peuple Français est un grand peuple d'entrepreneurs. Il est légitime que la Nation accorde à ceux-ci toute la place qu'ils méritent.

Christian
PONCELET

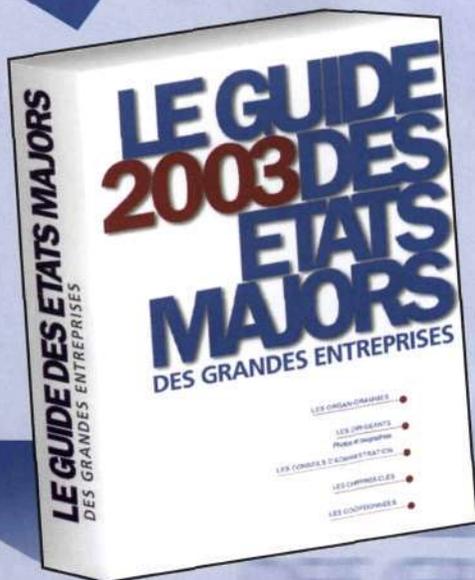
Président du Sénat

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Christian Poncelet', written over a dark blue horizontal bar.

L'ouvrage de référence sur les dirigeants des grands groupes

PLUS DE
700
PAGES

nouvelle édition 2003



Les 400 premiers
groupes en France
8000 dirigeants
et administrateurs
2000 biographies
détaillées

CONSEIL D'ADMINISTRATION OU DE SURVEILLANCE
DIRECTION GÉNÉRALE, PRINCIPAUX ACTIONNAIRES
CHIFFRES-CLÉS, PRINCIPALES ACTIVITÉS,
COORDONNÉES

Bulletin de souscription

L'AGEFI
éditions

Retourner à : Agefi Editions, Service Diffusion - 8, rue du Sentier - 75082 Paris Cedex 02 - Fax : 01 53 00 26 11



Oui, je souhaite recevoir l'Édition 2003 du Guide des Etats Majors dès sa parution et bénéficier de plus de 15 % de remise.

Prix unitaire de 159 € TTC
au lieu de 189 € TTC

159 € TTC x exemplaire(s) : € TTC (1)

Frais d'envoi + 5,95 € TTC x exemplaire(s) : € TTC (2)

Montant total de ma commande (1+2) : € TTC

Je règle par chèque à l'ordre de AGEFI Editions.

Merci de m'adresser une facture acquittée.

Je réglerai à réception de facture.

Inscrire vos coordonnées ou joindre votre carte de visite

Nom Prénom

Fonction

Raison sociale

Activité

Adresse

NAF SIRET

Tél.

Fax

E-mail@.....

SOMMAIRE

	PAGE	
PHILIPPE ADNOT	6/7	RENAULT
GÉRARD BAILLY	8/9	CASINO
ROGER BESSE	10/11	LE GUIDE DU ROUTARD
MARIE-CHRISTINE BLANDIN	12/13	CARREFOUR
ANNICK BOCANDÉ	14/15	CHAMBRE DE MÉTIERS DE SEINE-ST-DENIS
DIDIER BOULAUD	16/17	AUCHAN
JEAN-CLAUDE CARLE	18/19	KINDY
MARCEL-PIERRE CLEACH	20/21	SIGES
YVON COLLIN	22/23	FÉDÉRATION FRANÇAISE DE FOOTBALL
ROBERT DEL PICCHIA	24/25	MICHELIN
ERIC DOLIGÉ	26/27	BLOOMBERG
CLAUDE DOMEIZEL	28/29	LA POSTE
ALAIN DUFAUT	30/31	TRAMIER INDUSTRIES
LOUIS DUVERNOIS	32/33	AFP
DANIEL ECKENSPIELLER	34/25	RADIO FRANCE
ANDRÉ FERRAND	36/37	ERA1
HILAIRE FLANDRE	38/39	CHAMBRE DE MÉTIERS DE L'YONNE
ALAIN GOURNAC	40/41	CYBERVITRINE
FRANÇOISE HENNERON	42/43	SAINT LOUIS SUCRE
PIERRE HÉRISSE	44/45	SUEZ
ODETTE HERVIAUX	46/47	BINIC GASTRONOMIE
JEAN-MARC JUILHARD	48/49	PRODUCTA
JOSEPH KERGUÉRIS	50/51	BP
JEAN-FRANÇOIS LE GRAND	52/53	FEDEX
DOMINIQUE LECLERC	54/55	BOUYGUES TELECOM
PAUL LORIDANT	56/57	JAILLANCE
PIERRE MARTIN	58/59	SEETE (GROUPE LUCIEN BARRIÈRE)
JEAN-PIERRE MASSERET	60/61	AXA
LOUIS MOINARD	62/63	UIMM MIDI PYRÉNÉES
PHILIPPE NOGRIX	64/65	SOFINNOVA PARTNERS
MICHEL PELCHAT	66/67	LES RESSORTS MASSELIN
GISÈLE PRINTZ	68/69	LECLERC
JANINE ROZIER	70/71	MADAME FIGARO
BERNARD SEILLIER	72/73	INCUBATEUR TÉLÉCOM PARIS
SIMON SUTOUR	74/75	AIR FRANCE
ALEX TÜRK	76/77	LES APICULTEURS ASSOCIÉS
ANDRÉ VANTOMME	78/79	AREVA
ALAIN VASSELE	80/81	PFIZER
HENRI WEBER	82/83	AOL

Les rencontres sénatoriales de l'entreprise sont dans l'Hémicycle

PANORAMA :
LES CLUBS DE L'UMP

L'Hémicycle

LE JOURNAL DES RESPONSABLES POLITIQUES

DOSSIERS CHAUDS
PREMIER 10/11

COUR DES COMPTES :

● Contrôle de la navigation aérienne

SÉNAT :

● Téléphonie mobile et santé

N°105 - 5€ - MÉRREDI 11 NOVEMBRE 2002



Rives gauche, Rives droite

A l'invitation du président du Sénat, Christian Poncelet, l'ancien international de rugby, Jean-Pierre Poncelet, l'ancien sculpteur dans le Jardin des Princes.

L'UMP investit le Sénat

L'Union pour la majorité présidentielle (UMP) dont on ne sait encore quelle dénomination exacte ni quel logo elle adoptera, sera portée sur les fonts baptismaux le 17 novembre. Le grand parti symbolisant l'union de (presque toute) la droite sera en ordre de bataille et de marche pour les élections présidentielles de 2007. Si les députés avaient anticipé la création de cette formation en constituant un groupe au Palais-Bourbon, il restait aux sénateurs à le concrétiser. Ce sera chose faite avant la fin du mois de novembre.

Un groupe UMP sera constitué au Sénat avant le 30 novembre. Réunion des groupes des Républicains indépendants (RI), de l'ancien groupe du RPR et indépendants (UIC), de l'Union centriste (UC), il devrait rassembler entre 140 et 160 membres. Le groupe RDSF devrait rester en l'état. « L'idéal serait pour nous d'avoir 167 membres », glisse en substance Josselin de Rohan, ancien président du groupe RPR. Le groupe UMP serait ainsi assuré de la majorité absolue au Palais du

senat à faire entendre sa différence. Ce qui est en jeu n'est rien moins que la scission quasi inéluctable du groupe de l'UC qui comptent une cinquantaine de membres. « Certains voudront légitimement rester fidèles à l'UDF, d'autres seront tentés de rejoindre le groupe UMP. Dans ces deux cas, il ne me le fais pas. Le choix sera en tout cas décidé par eux », analyse Josselin de Rohan. Du côté des partisans de François Bayrou, la constitution de ce groupe est toujours vécue comme un « embrigadement » politique en écho, Henri de Raincourt, président de la commission de chaque famille pour

« Les registres d'inscription sont ouverts »

ra continuer à entretenir le feu sacré familial. Et chez nous aussi, chaque sénateur est libre de se déterminer. Et puis « ça fait des années qu'on milite pour l'union de la droite et du centre » explique-t-il, précisant que « ce groupe ne sera que la finalisation de l'intergroupe URFI qui était l'ossature de la majorité sénatoriale ». Reste que les futurs sénateurs UMP devront adopter une certaine discipline. « Il faudra de la cohérence, de la saine discipline. On ne pourra pas être UMP au Sénat et se réclamer d'une autre étiquette dans son conseil municipal, son département ou son conseil municipal. Il faudra aussi être en cohérence avec les politiques du Président de la République et du gouvernement », prévient Josselin de Rohan, pressenti pour assumer la présidence. D'ailleurs, « je suis candidat à la confirmation-t-1. En embrassant les sensibilités gaullistes, centristes et libérales, le groupe UMP du Sénat » devra pour éviter l'éclatement « concéder sa diversité politique, l'enjeu est aussi financier : l'appartenance des sénateurs dépend une partie du financement public : à raison de 46 000 € par sénateur et par an, l'UMP serait assurée d'un bon retour sur investissement. On comprend mieux pourquoi, en coulisses, les tractations vont bon train. « Les registres d'inscription sont ouverts », fait savoir Josselin de Rohan. Les sénateurs ont jusqu'au 30 novembre pour se prononcer.

Abonnez-vous !

CHAQUE SEMAINE, DANS L'HÉMICYCLE, RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ PARLEMENTAIRE, LES GRANDS DOSSIERS LÉGISLATIFS ET LES PRINCIPAUX RAPPORTS OFFICIELS. RETOURNEZ VOTRE BULLETIN D'ABONNEMENT À L'HÉMICYCLE 9, RUE VILLERSEXEL - 75007 PARIS - TÉL. : 01 53 63 14 84 - FAX : 01 45 48 99 04

OUI, JE M'ABONNE À L'HÉMICYCLE POUR 1 AN, SOIT 40 NUMÉROS AU TARIF DE 200 €

Nom / Prénom

Fonction

Société

Adresse

Code Postal

Ville

Tel (facultatif)

E-mail

RÈGLEMENT

- Je joins mon règlement par chèque à l'ordre de l'Hémicycle
 Je désire recevoir une facture acquittée
 Je réglerai à réception de la facture

Date et signature

VU DANS LA PRESSE

« Le président du Sénat, Christian Poncelet, demande aux sénateurs d'être dans la réalité des entreprises ».

« Science et Conscience s'épaulent ».

LA PRESSE DE LA MANCHE

« Voir des politiques retourner en entreprise est une chose rare, et c'est au Sénat que l'on doit ces expériences singulières puisque la Haute assemblée propose des stages d'immersion en entreprises à ses élus ».

B.F.M

« Pour la quatrième année consécutive le Sénat organise des "stages d'immersion en entreprise", quarante sénateurs, de toutes appartenances politiques en ont bénéficié cette année ».

L'YONNE RÉPUBLICAINE

« French law needs to catch up with expansion of the market. Parliamentary members are urged to become better informed ».

FINANCIAL NEWS

« Beaucoup de satisfaction face à des interlocuteurs qui ont répondu aux questions avec beaucoup de transparence ».

LA MANCHE LIBRE

« Qu'est venu faire le sénateur dans cette galère ? Pour ainsi dire, un stage de perfectionnement ».

LE PARISIEN

« Une rencontre qui n'a pas été salutaire que pour le sénateur mais aussi pour le groupe. Ces rencontres bilatérales, outre la meilleure connaissance mutuelle, peuvent faire que la "méfiance réciproque" entre les entreprises et les hommes politiques s'amenuise voire disparaisse ».

LA MONTAGNE

« Comme les collégiens, les "grands élus" font des stages en entreprise ».

SUD OUEST

« Ces stages d'immersion ont été initiés pour créer des passerelles entre les mondes législatif et économique ».

NORD ECLAIR

« Depuis quatre ans, le Sénat envoie les parlementaires deux jours en immersion dans des entreprises pour avoir davantage de liens avec les différents acteurs économiques ».

OUEST FRANCE

« Réduire le fossé entre le milieu politique et le monde économique : c'est l'objectif du Sénat qui, depuis quatre ans, envoie les membres de son assemblée en stages en entreprises ».

LE TÉLÉGRAMME

« 40 sénateurs ont décidé de suivre durant deux jours un stage d'immersion au sein d'un territoire, qui d'ailleurs n'est pas le leur, pour mieux comprendre ce qui se passe sur le terrain et pour prendre la température département par département ».

RADIO STOLLIAHC SENS

Philippe ADNOT



Agriculteur, président du Conseil général de l'Aube,

Philippe Adnot a été élu en 1989 sénateur de l'Aube. Il a été réélu en 1998. Il est membre de la Commission des finances. Il fait partie des sénateurs non inscrits à un groupe politique.

Après avoir réalisé ses précédents stages d'immersion chez Thomson puis EADS, Philippe Adnot s'est rendu cette année chez un autre fleuron de l'économie française : Renault.

Philippe Adnot a souhaité comprendre la stratégie de développement du groupe à l'international. Il a ainsi pu obtenir un éclairage sur les conséquences de la prise de contrôle de DACIA en Roumanie, de Samsung en Corée, ainsi que sur les enjeux et difficultés suscités par l'alliance Renault-Nissan.

La découverte du Technocentre a par ailleurs permis d'illustrer l'importance de l'innovation dans l'identité de marque du groupe. Une volonté d'innovation que l'on retrouve dans la politique des ressources humaines de Renault, laboratoire social de première grandeur.

Le sénateur a plus particulièrement remarqué la manière dont le groupe envisage de placer la formation au cœur du projet d'entreprise. L'élu y a vu un modèle d'inspiration pour les collectivités.



chez RENAULT



« A l'instar de Renault, les collectivités publiques doivent apprendre à reconnaître leurs erreurs, c'est-à-dire capitaliser leurs expériences pour en tirer bénéfice par la suite. Il faut faire en sorte que chacun se sente partie prenante car c'est réellement le projet d'entreprise qui manque à l'Etat et aux collectivités. »

Philippe Adnot,
sénateur



Philippe Adnot et Jean-Marc Lepeu,
directeur des relations extérieures, au siège social de Renault SA.

► **Le Groupe RENAULT** compte plus de 350 sites dans 36 pays, et 140.500 collaborateurs. En 2001, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 36,4 milliards d'euros, en hausse de 6,1 %.

La stratégie de croissance rentable mise en œuvre s'articule selon trois axes : compétitivité, innovation et internationalisation. C'est dans cette stratégie que s'inscrit la construction, avec Nissan, d'un grand groupe binational qui, avec 5 millions de véhicules vendus en 2001, se place au cinquième rang mondial des constructeurs automobiles.



RENAULT

Gérard BAILLY



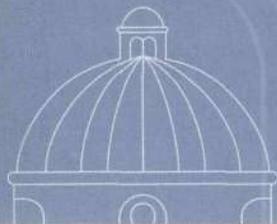
Gérard Bailly, maire d'Uxelles, a été élu sénateur RPR du Jura en 2001. Il est président du Conseil général du Jura, membre de la Commission des affaires économiques et du plan, et de la Délégation sénatoriale pour la planification. Il est également président de la communauté de communes du Pays des Lacs.

Une volonté de comprendre les rouages de la grande distribution est ce qui a incité le sénateur jurassien Gérard Bailly à rencontrer le groupe Casino, enseigne créée il y a plus d'un siècle. Benoît Cornu, directeur délégué du groupe, a organisé pour cette occasion un programme d'immersion permettant au sénateur de participer à toutes les étapes de la distribution, de l'étude qualitative des produits à la création du numéro vert clientèle.

Gérard Bailly, déjà bien aguerri aux questions de production de sa région, a parfaitement cerné les enjeux économiques du groupe. C'est l'engagement de Casino en termes de création d'emplois et d'aménagement du territoire qui a particulièrement retenu l'attention du sénateur. L'élu souligne l'attachement à l'ancrage régional qui fait partie de la culture de l'entreprise et s'inscrit dans le prolongement des actions que le groupe Casino a toujours menées. L'enjeu est de taille puisque 70 % des produits que les clients trouvent dans les magasins Casino sont fabriqués par des PME locales !



chez CASINO



« J'ai été assez impressionné par l'organisation et la compétence des personnes qui travaillent sur la qualité des produits commercialisés. La forte volonté de travailler avec les entreprises locales est capitale en terme d'emploi dans les départements, et permet de lutter contre la désertification des régions rurales. »

Gérard Bailly,
sénateur



Le sénateur Bailly et l'équipe de l'Institut du goût au sein du département qualité de Casino.

► **CASINO**, historique et emblématique enseigne de la grande distribution, réalise 150 millions d'euros d'achats annuels. Casino travaille en priorité avec des PME. Chaque année plus de 400 d'entre elles sont interviewées afin d'accroître leur implication et leur dynamisme dans la chaîne de la distribution.



Roger BESSE



Commerçant,

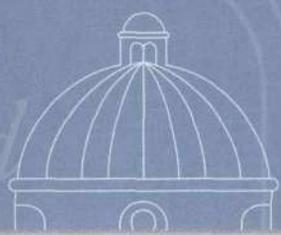
Roger Besse est maire d'Ydes, conseiller général du Cantal et président du Syndicat intercommunal de développement économique et touristique. Il a été réélu sénateur RPR du Cantal en 1998. Il est membre de la Commission des finances.

Le sénateur Besse, après avoir effectué l'an dernier un stage au sein du groupe " Envergure " a souhaité renouveler l'expérience auprès de l'équipe du Guide du Routard. Ce choix résulte de sa volonté de rester en phase avec la réalité des entreprises, et de pouvoir ainsi mieux appréhender les problèmes auxquels elles sont confrontées (évolution du marché, contraintes fiscales, attentes de leurs clientes...). Il émane également de la volonté de M. Besse de connaître, en tant que sénateur du Cantal, les moyens mis en œuvre par le Guide du Routard pour conduire ses recherches, étayer ses jugements concernant les sites, les animations, les lieux d'accueil... .

Pierre Josse, rédacteur en chef des Guides du Routard, ne dissimule pas son plaisir d'avoir accueilli un sénateur. Il se dit très intéressé par la démarche du Sénat qui permet à un homme politique de se confronter au monde du travail, et ainsi d'en percevoir les problèmes et les difficultés.

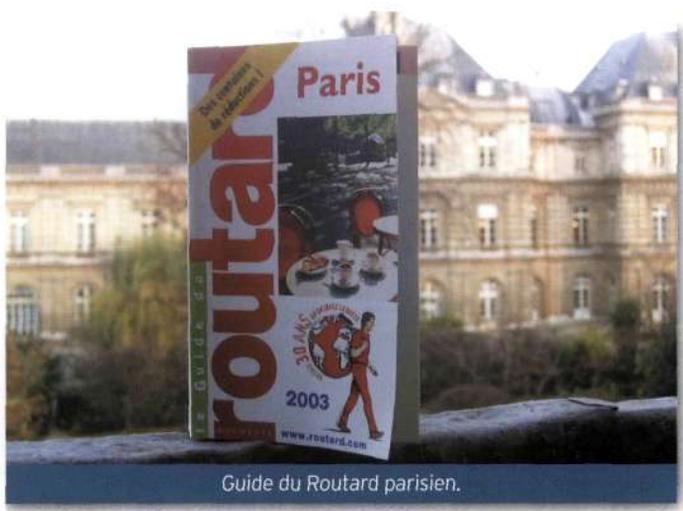


chez LE GUIDE DU ROUTARD



« Nous avons tenu à faire découvrir à M. le sénateur tous les rouages internes du Guide du Routard. Nous avons donc décidé de le faire participer à une enquête de terrain. Cette dernière a consisté en la réactualisation d'un itinéraire du guide 'Balades à Paris', en tenant compte des remarques des lecteurs. »

Pierre Josse,
rédacteur en chef des Guides du Routard



Guide du Routard parisien.

► Créé en 1973 grâce à la pugnacité d'un homme, Philippe Gloaguen, **LE GUIDE DU ROUTARD** a réussi à imposer un concept tout à fait innovant en matière de guide touristique : un " guide de voyage destiné aux jeunes fauchés ". Ce guide repose sur plusieurs principes fondamentaux : " humanisme, écologie, respect des peuples, autodérision, quête d'authenticité, nostalgie des paradis perdus... ".



Marie-Christine BLANDIN



Professeur en biologie, **Marie-Christine Blandin** est sénatrice du Nord, rattachée administrativement au groupe socialiste et membre de la Commission des affaires culturelles. Elle appartient également à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Pour cette quatrième édition des rencontres sénatoriales, Marie-Christine Blandin a choisi de s'intéresser au secteur de la grande distribution et plus particulièrement à Carrefour, groupe présent à l'échelle internationale et précurseur dans la vente de produits garantis sans Organismes Génétiquement Modifiés (OGM).

L'élue souligne que l'intégration des filières agroalimentaires au sein du groupe est réalisée dans un souci de transparence tant vis à vis des salariés que des exploitants agricoles. Carrefour poursuit une véritable politique de développement durable tentant d'harmoniser au mieux les enjeux économiques, environnementaux et sociaux.

A l'issue de son stage, la sénatrice a conclu que Carrefour devait savoir mettre davantage en avant son côté éthique afin de mieux informer le consommateur de l'existence de produits ne se voulant pas " bio " mais offrant cependant de réels gages de qualité.



chez **CARREFOUR**



« Je remarque le comportement éthique exemplaire de Carrefour, qui bien qu'éloigné du militantisme écologiste anti-OGM, s'inscrit néanmoins dans une saine démarche en proposant au consommateur une garantie de qualité sur certains produits. »



Marie-Christine Blandin chez Carrefour Europe.

► Avec 78 milliards d'euros de chiffre d'affaires consolidé, plus de 9.200 magasins dans 30 pays et 383.000 collaborateurs, **CARREFOUR** est le numéro un de la grande distribution en Europe, le numéro deux mondial derrière l'américain Wal-Mart.

Marie-Christine
Blandin,
sénatrice



Annick BOCANDÉ



Annick Bocandé

a été élue en 1995 sénateur centriste de Seine-Maritime. Elle est secrétaire de la Commission des affaires sociales, membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques et membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Maire de Grandes-Ventes, elle est également conseiller général de la Seine-Maritime.

Véritablement intéressée par les questions de formation professionnelle, Annick Bocandé a souhaité cette année passer quelques jours au sein de la Chambre de Métiers de la Seine-Saint-Denis afin de se faire une idée plus précise du monde de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises.

Gérard Liègeon, Président, très enthousiaste à l'idée d'accueillir une parlementaire, a donc organisé un vaste programme afin de sensibiliser la sénatrice aux inquiétudes des " artisans-entrepreneurs ".

C'est donc en " apprentie multcartes " que l'élue s'est immergée dans divers secteurs de l'artisanat. Au cours de son stage, elle a pu constater qu'en dehors de la passion, de l'envie d'innover, du talent, qui constituent le lien entre tous ces différents chefs d'entreprise et artisans, les difficultés de recrutement et de formation restent un frein majeur au développement de ces PME.

La sénatrice souligne que la capacité à former des jeunes dans ces métiers est un problème important. La plupart des chefs d'entreprise, entièrement investis dans leur activité, ont du mal à réserver du temps à la formation.

Annick Bocandé a estimé nécessaire de mettre l'accent sur l'incertitude des entrepreneurs quant au financement de l'apprentissage. Malheureusement ce système peut être freiné par les entreprises qui ne paient pas toujours la taxe d'apprentissage.



à la CHAMBRE DE MÉTIERS de la Seine-Saint-Denis

« Au travers de ces différentes visites, nous avons vraiment vu toute la diversité des métiers, ce fut pour moi un grand plaisir. C'est je crois la passion, l'envie d'innover et le talent qui sont le lien entre tous ces chefs d'entreprise. »



La sénatrice Annick Bocandé dans l'atelier de la S.A.R.L Espace Résine, seule entreprise au monde à travailler la résine de pin naturel.

► **LA CHAMBRE DE MÉTIERS DE LA SEINE-SAINT-DENIS**, en accord avec le Centre de Formation des Apprentis, a déterminé 17 métiers afin d'orienter et de former de jeunes apprentis dans 9 secteurs d'activité. Parmi eux sont proposés l'alimentation, le bâtiment, la communication visuelle, le paramédical, la vente, etc.

Annick Bocandé,
sénatrice



Didier BOULAUD



Instituteur,
Didier Boulaud
a été élu sénateur
socialiste de la Nièvre
en 2001. Il est membre
de la Commission des
affaires étrangères, de
la défense et des forces
armées du Sénat. Il est
également maire de
Nevers (Nièvre)
depuis 1993.

Didier Boulaud a souhaité effectuer son stage chez Auchan afin de mieux appréhender les relations entre la grande distribution et sa clientèle.

Le sénateur, qui connaît bien les problèmes que rencontrent les petits commerçants, a pu percevoir la diversité d'une enseigne comme Auchan au travers de ses différentes implantations régionales.

La visite d'un magasin Auchan lui aura permis de constater l'existence d'un esprit d'entreprise qui accorde une place importante au client.

Cette immersion aura également permis au sénateur de noter une parfaite relation entre la direction et le personnel. La concurrence entre les différentes enseignes, mais aussi au sein même du groupe, favorise une meilleure marge de manœuvre pour les employés et les possibilités de promotion interne. La grande distribution fait l'objet d'une concurrence croisée, avec un grand souci de qualité. Au travers des produits frais, elle permet la préservation et la formation sur ces métiers.

chez **AUCHAN**



« Au-delà de l'aspect financier que les gens peuvent retirer de l'affaire, il y a aussi une implication personnelle dans l'entreprise. Je crois que c'est important pour motiver le personnel, limiter le turn-over et l'absentéisme. »



Le sénateur Didier Boulaud au magasin Auchan de Leers.

► Sous la responsabilité de Philippe Baroukh, Directeur Général d'**AUCHAN France**, l'entreprise exploite 118 hypermarchés répartis dans 9 directions régionales fédérées par une direction générale des ventes. 5 hypermarchés Auchan sont en outre exploités par le groupe Schiever. En 5 ans, quelques 5.000 emplois ont été créés.

Didier Boulaud,
sénateur

 **Auchan**

Jean-Claude CARLE



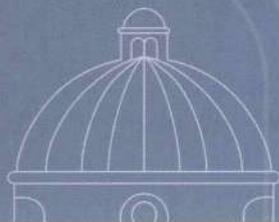
Ancien agent technique, **Jean-Claude Carle** a été élu sénateur Républicain et Indépendant de Haute-Savoie en 1995. Membre de la Commission des affaires culturelles et de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques, Jean-Claude Carle est également conseiller régional de Rhône-Alpes.

Jean-Claude Carle détient désormais le record de fidélité au programme d'immersion en entreprise puisqu'il a effectué un stage pour la quatrième année consécutive. L'année dernière il s'était rendu chez TotalFinaElf. Cette année il a souhaité retourner chez Kindy, entreprise déjà visitée en 1999, et ce afin de prendre la mesure des évolutions.

Pour Joël Pétillon, PDG de Kindy, l'expérience du stage " permet de renforcer les passerelles entre le monde de l'entreprise et le monde politique ". Il attendait avec impatience de retrouver le sénateur. " Jean-Claude Carle est un homme de proximité, de dialogue et de contact, qui connaît, aime et s'intéresse aux entreprises ".

Mais le contexte est cette fois radicalement différent puisque Kindy, confrontée à des difficultés structurelles, doit faire face à un plan social. Pour le sénateur, cette situation difficile est néanmoins enrichissante humainement " car on touche au premier capital de l'entreprise, qui est son capital humain ".

Lors de leur première rencontre, Jean-Claude Carle et Joël Pétillon avaient abordé la question de la délocalisation de la production. Le cœur du débat a porté cette fois sur les 35 heures et les augmentations de masse salariale qui en découlent.



“ Une entreprise c'est comme une personne physique : il y a des moments où on est en bonne santé et d'autres où on est moins vaillant, phase dans laquelle Kindy se trouve. Cette entreprise a besoin d'aide et je tiens à y participer. ”



Jean Claude Carle et Joël Pétilion devant le linéaire Kindy de l'InterMarché Beauvais Sud.

► De l'entreprise familiale "La bonneterie Davesne", créée en 1922, est né le **GROUPE KINDY**, aujourd'hui leader français de la fabrication de chaussettes. La marque Kindy a su prospérer dans l'univers très compétitif de la grande distribution grâce à une politique très active d'innovation. Elle a été la première à développer des produits hypoallergéniques et massants. Elle a également développé des partenariats stratégiques, par exemple avec les marques Eden Park ou Disney.

Jean Claude Carle,
sénateur



Marcel-Pierre CLEACH



Conseiller juridique, **Marcel-Pierre Cleach** a été élu sénateur RPR de la Sarthe en 1995. Il est membre de la Commission des affaires économiques et de la Délégation sénatoriale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Il est également conseiller général de la Sarthe.

Marcel-Pierre Cleach, sénateur, membre de la Commission d'enquête du Sénat sur l'état des prisons en France, a tout naturellement décidé d'effectuer son stage d'immersion au sein d'une entreprise offrant des perspectives de réinsertion à des détenus.

Alain François, directeur général de la Siges, s'est montré très intéressé par cette rencontre avec un parlementaire. Il a ainsi eu l'opportunité de présenter une expérience qui, selon lui, mérite d'être regardée et d'être étendue : celle d'une entreprise qui, tout en respectant les règles de l'entreprise privée, participe à une mission de service public.

Pour appréhender concrètement ce partenariat public-privé, Marcel-Pierre Cleach s'est rendu dans le centre de détention de Bapaume. Ce centre est entièrement géré par le privé, en dehors naturellement de la fonction de gardiennage, émanation de l'autorité régalienne de l'Etat.

A l'issue de son stage, Marcel-Pierre Cleach s'est déclaré très intéressé par la collaboration franche, claire et moderne qui existe entre les représentants de l'administration pénitentiaire et ceux du secteur privé, le tout afin d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement et une bonne préparation à la sortie des longues peines. Selon lui, l'intervention du secteur privé est un facteur de progrès considérable pour la prison française.



“ *Le moment fort du stage a été celui où j'ai été amené à participer, en tant que témoin muet, à ce que l'on appelle une réunion de classement.*

Regroupant tout le personnel qui intervient auprès des détenus, elle a pour objectif de croiser les informations afin de statuer sur leurs demandes d'affectation. ”

Marcel-Pierre Cleach
sénateur



Marcel-Pierre Cleach, Alain François, DG, et Francine Bacher, directeur des ressources humaines, dans les bureaux de la Sigès, à Saint-Quentin-en-Yvelines.

➤ **SIGES**, filiale de la Sodexho, gère dans plusieurs établissements pénitentiaires, localisés dans le monde entier, un ensemble de services tels que la maintenance, la formation professionnelle, la santé et les transports. Elle participe également à la réinsertion des détenus. Ces activités représentent environ 1 % du chiffre d'affaire du groupe Sodexho, soit 25 millions d'euros. L'entreprise intervient au Royaume Uni, en Australie, aux Pays Bas, en Italie, en Espagne et bientôt au Chili. En France, elle est présente dans douze prisons et encadre plus de 1 000 détenus.



Yvon COLLIN



Yvon Collin, maire de Caussade, a été élu sénateur du Tarn-et-Garonne en 1988. Il a été réélu en 1995. Il appartient au groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen (RDSE). Il est secrétaire du Sénat et membre de la Commission des finances, secrétaire de la Délégation parlementaire pour la planification et membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Claude Simonet, Président de la FFF, a d'emblée été séduit par l'idée d'accueillir un parlementaire au sein de la Fédération et surtout de le "mettre sur le terrain".

Yvon Collin, intéressé par le monde sportif, a parfaitement cerné les enjeux économiques et pédagogiques d'un tel centre d'envergure internationale.

L'élu a également souligné l'importance des centres fédéraux provinciaux qui permettent aux jeunes de ne pas être coupés trop tôt de leur environnement familial et scolaire. Par la suite, les centres fédéraux assurent une sélection qui permet aux jeunes d'être suivis à leur rythme en leur donnant la possibilité d'intégrer un centre national.

Le sénateur s'est déclaré entièrement satisfait par les problématiques rencontrées au cours de ce stage : la formation, le recrutement des jeunes et le suivi médical. Tout cela lui a permis de mieux appréhender les inquiétudes des entraîneurs et d'approcher les différents enjeux du sport de haut niveau.



à

la Fédération Française de FOOTBALL



« J'ai été très impressionné par la complexité de l'organisation du centre, qui met à la disposition des joueurs une installation à la hauteur de leur objectif sportif. »



Yvon Collin en compagnie de Monsieur Gilles Bocq, directeur du Centre Clairefontaine, et du responsable du centre vidéo.

► Le Centre Technique National du Football de Clairefontaine est la Maison du football. Situé à 50 km au sud-ouest de Paris, en plein cœur de l'espace protégé du Parc Naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse, il permet d'organiser des séjours sportifs et d'accueillir des représentants de clubs de football dans ses espaces d'hébergement et ses installations sportives, pédagogiques et médicales. Le centre est géré par la **FÉDÉRATION FRANÇAISE DE FOOTBALL (FFF)**, qui supervise aujourd'hui plus d'un million de matchs au niveau national.

Yvon Collin,
sénateur



Robert DEL PICCHIA



Journaliste, **Robert Del Picchia** est sénateur RPR représentant les Français établis hors de France depuis 1998. Il est membre de la Commission des affaires étrangères, de la Défense et des forces armées. Il appartient également à la Délégation parlementaire pour l'Union Européenne.

Après avoir effectué son stage chez Colas en 2001, le sénateur Robert Del Picchia a choisi cette année un autre fleuron de l'industrie française : la société Michelin.

La visite du centre de recherche a permis au sénateur de découvrir le processus de fabrication d'un pneu et ses exigences en termes de contrôle de qualité. Robert Del Picchia s'est montré admiratif devant ce produit de haute technologie, fruit de l'innovation de Michelin.

La protection de l'environnement est également très présente dans les préoccupations du groupe, qui favorise la création de centres de récupération des pneus.

Mais c'est avant tout en sa qualité de sénateur auprès des Français établis hors de France que l' élu s'est intéressé à ce groupe présent dans 170 pays et comptant plus de 700 expatriés.

Patrick Lepercq, directeur des affaires publiques, souligne le caractère interactif et très constructif d'une rencontre avec un interlocuteur ouvert " autant aux aspects stratégiques qu'aux réalités du terrain ". Un échange fructueux qui donnera peut-être naissance à un projet de loi relatif au vote des expatriés via Internet.

chez MICHELIN



« Chez
Michelin,
j'ai pu voir des
gens heureux
œuvrer pour un
groupe mondial
à échelle
humaine. »



Robert del Picchia au centre de recherche Michelin.

► **Le GROUPE MICHELIN** est l'un des leaders mondiaux des pneumatiques. Il détient 19 % des parts du marché. Présent dans plus de 170 pays, le groupe emploie 130 000 salariés, dont 4 000 chercheurs répartis dans les Centres de technologies en Europe, aux Etats-Unis et au Japon.

Robert Del Picchia,
sénateur



Eric DOLIGÉ



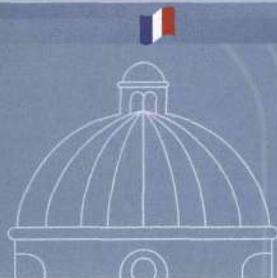
Eric Doligé a été élu sénateur RPR du Loiret le 23 septembre 2001. Membre de la Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques, il est également membre du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

C'est dans un souci de proximité des institutions financières, économiques et politiques que Corine Marchal, directrice de la communication de Bloomberg, a d'emblée été séduite à l'idée d'accueillir un parlementaire au sein de la rédaction.

Eric Doligé, très aguerri sur les questions d'entreprise, s'est particulièrement intéressé au fonctionnement, à l'organisation, ainsi qu'aux problèmes que rencontre ce secteur.

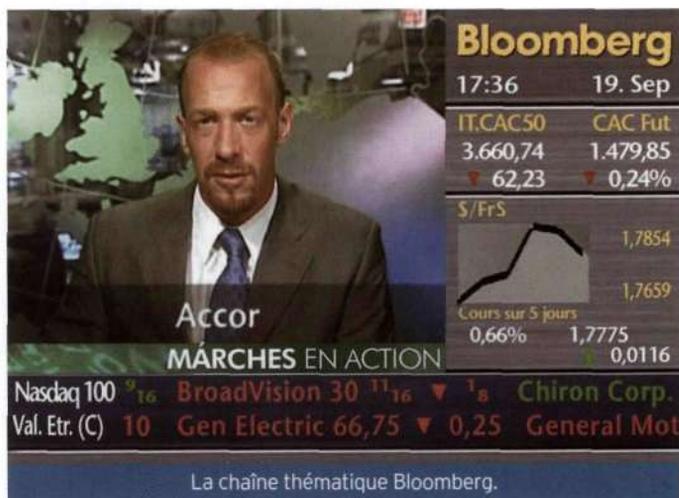
La participation aux conférences de rédaction, aux enregistrements, aux visites en clientèle lors de son immersion, lui aura permis d'échanger des points de vue sur la gestion au quotidien de la filiale d'un grand groupe américain multimédia en France, et sur le rôle du politique dans le renforcement de l'attractivité économique du territoire.

chez BLOOMBERG



“ Ce qui m'intéressait c'était d'aller découvrir de l'intérieur un secteur que je ne connaissais pas du tout qui est le monde de la presse. C'était donc aller à la découverte d'un type d'entreprise plus qu'à la découverte de l'entreprise elle-même. ”

Eric Doligé,
sénateur



► Fort de son expertise auprès plus de 300.000 professionnels de la finance internationale, **le GROUPE BLOOMBERG** a su se mettre à la portée de tous les publics, répondant à leurs attentes en matière d'information stratégique en temps réel, tout en développant un réseau international d'agences de presse, de télévision spécialisée, de radios, d'édition et enfin, par la création d'un site Internet parmi les plus visités au monde.

Bloomberg

Claude DOMEIZEL



Ancien professeur
des écoles,

Claude Domeizel
a été élu sénateur
Socialiste en 1998. Il est
membre de la
Commission des
affaires sociales et
membre de la
Délégation
parlementaire pour les
problèmes
démographiques. Il
appartient également à
la Délégation du Sénat
aux droits des femmes
et à l'égalité des
chances entre les
hommes et les femmes.

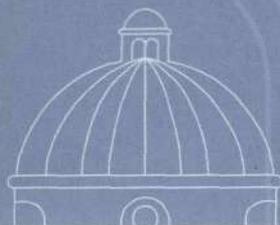
Selon le sénateur "Il n'y a désormais plus que deux services véritablement présents dans nos communes : la mairie et La Poste". Claude Domeizel a reconnu connaître assez mal cette dernière institution "qui fait pourtant partie de mon environnement immédiat depuis toujours".

Le programme réservé au sénateur pour lui faire découvrir les coulisses de la vie d'une lettre était des plus intéressants : visite du centre de tri du Louvre, embarquement pour Marseille à bord d'un cargo postal et suivi des travaux d'arrivée et de distribution du courrier.

La visite du "Carré Pro" de La Poste a été l'occasion de découvrir les services aux entreprises, jugés "très performants" par le sénateur. Celui-ci a été étonné du professionnalisme et du caractère innovant de l'entreprise, qui contrastent avec l'image "plus vieillot" qu'il s'en faisait.

Pour Julien Tétu, conseiller du président de La Poste, la venue du sénateur a été très importante car elle a répondu à l'objectif de rapprocher les élus et La Poste.

Ensemble, ils ont abordé le sujet sensible de la privatisation du service postal réservé aux entreprises. Ils ont également échangé sur les conséquences du développement du courrier électronique pour les services de La Poste.



chez LA POSTE

« Ce qui m'a le plus frappé et impressionné, c'est la technologie employée pour le tri du courrier. Même avec cette technologie très sophistiquée, l'homme reste au cœur de l'entreprise, surtout lors du contact avec l'utilisateur. »



Le sénateur Domeizel en tournée avec une postière.

► **LA POSTE** est le deuxième groupe postal européen, quatrième groupe postal mondial. Le groupe rassemble près de 200 sociétés et opère sur trois grands métiers : le courrier (60 % de son activité), le colis et la logistique (15 %), et les services financiers (25 %). Ces activités s'appuient sur le réseau de services de proximité le plus dense d'Europe avec 17.028 points de contact avec les clients. En 2001, le groupe La Poste a réalisé un chiffre d'affaires de 17 milliards d'euros, dont 12 % à l'international.

Claude Domeizel
sénateur



Alain DUFAUT



Géomètre-expert, **Alain Dufaut** a été réélu sénateur RPR du Vaucluse en 1995. Il est secrétaire de la Commission des affaires culturelles et membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation depuis 2001. Il est, par ailleurs, conseiller général du Vaucluse et premier vice-président délégué de l'Union des conseillers généraux de France depuis 1998.

Alain Dufaut est coutumier des stages d'immersion qui permettent selon lui aux politiques de connaître le monde économique et de prendre en compte les préoccupations des chefs d'entreprises, en vue d'améliorer la loi et l'environnement réglementaire.

Après avoir suivi un stage au sein de Pernod-Ricard, entreprise de taille internationale, puis dans une petite entreprise, La Phocéenne de cosmétiques, cette année Alain Dufaut a tout naturellement orienté son choix sur une entreprise de taille intermédiaire : la société Tramier.

Le sénateur a volontiers joué le jeu, au point que le chef d'entreprise assure avoir vite oublié sa présence. Il a ainsi pu lui montrer comment se déroulent ses journées auprès de ses collaborateurs. Cela a été également l'occasion pour le PDG, M. Tramier, de pointer du doigt les problèmes rencontrés par les entreprises, au premier rang desquels la délocalisation. " Ce sont des décisions inéluctables qui font que l'on quitte notre pays industriellement, même si affectivement cela nous attriste ".

Le message est bien passé, et le sénateur a plaidé pour un changement des lois pour faciliter le maintien sur place, dans leur pays, des usines de production.



chez TRAMIER INDUSTRIES

« Ce qui était le plus intéressant, c'est ce que j'ai vu dans l'entreprise Laco, à savoir le lancement d'un nouveau produit qui doit sortir en février 2003. Ce produit arrivant dans sa phase finale d'expérimentation, j'ai pu voir les problèmes financiers, la planification, la préparation, l'expérimentation. »

Alain Dufaut,
sénateur



Alain Dufaut en compagnie de M. Tramier, PDG de la société, et de quelques collaborateurs de l'entreprise, sur le site de Sarrians.

► Fondée en 1863 à Jonquières (Vaucluse), la société **TRAMIER** est restée une entreprise familiale. Cette entreprise spécialisée dans les condiments emploie 870 personnes et fait un chiffre d'affaire de 53,35 millions d'euros. La société Tramier s'est efforcée depuis une vingtaine d'années de diversifier son offre. En rachetant le "Parfait Jardinier", premier producteur de piments français, "Scampi" spécialiste des condiments pour collectivités, et plus récemment "Laco", entreprise spécialisée dans les épices. Exemple rare de "délocalisation à l'envers", Tramier a rapatrié son activité de confiserie d'olives du Maroc à Sarrians (Vaucluse).



Louis DUVERNOIS



Ancien journaliste, **Louis Duvernois** a été élu sénateur représentant les Français établis hors de France le 23 septembre 2001. Membre de la Commission des affaires culturelles et rattaché au Groupe UMP, il est également membre du Conseil d'administration de la société Radio-France internationale (RFI).

Formidable outil de diffusion d'informations, dont le rayonnement mondial n'est plus à démontrer, l'AFP compte plus de 2 500 collaborateurs directs de 81 nationalités, ce qui a décidé Louis Duvernois à s'y immerger trois jours durant.

C'est à Bruxelles, puis à Londres, que le sénateur a découvert la dimension internationale de l'agence au travers des rédactions du Financial Times et de BBC World. Il a ainsi pu constater la grande qualité et l'objectivité de l'information, quelle que soit la langue choisie.

La surprise fut plus grande pour le sénateur de découvrir la diversité des nationalités des chefs de rédaction, personnes clés dans une entreprise de presse où la dimension culturelle sous-jacente est importante. Selon lui, cette Europe de la mobilité professionnelle dans le domaine des médias constitue une perspective intéressante pour l'avenir.

L'AFP, qui est vraisemblablement à un tournant de son histoire, évolue dans un monde de plus en plus marqué par les nouvelles technologies et le plurilinguisme.

À l'issue de son stage, Louis Duvernois a estimé que l'AFP devrait revoir son statut, en vue de sa réactualisation. L'AFP porte un regard européen sur l'actualité internationale. C'est pourquoi elle est, selon le sénateur, la mieux placée pour réunir les partenaires afin de créer une chaîne française de télévision de dimension internationale, à l'exemple de la BBC World ou de CNN.

à **L'AFP**



« *La diversité des nationalités au sein des équipes de rédaction traduit les débuts de la construction européenne en terme de mobilité professionnelle. Je crois que c'est une perspective très intéressante pour l'avenir.* »



Le sénateur Louis Duvernois avec l'équipe de rédaction de L'AFP.

► **L'Agence France Presse (AFP)**, créée en 1835 par Charles-Louis Havas, est la première agence d'information mondiale. Présente dans 165 pays avec plus de 2 500 collaborateurs directs, dont 1 200 journalistes, pour une production quotidienne de 3 millions de mots en 6 langues, elle est également garante de la fiabilité de son information.

Louis Duvernois
sénateur



Daniel ECKENSPIELLER



Enseignant, **Daniel Eckenspieller** a été élu sénateur RPR du Haut Rhin en 1995. Il est membre de la Commission des affaires culturelles du Sénat ainsi que membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut National de l'Audiovisuel (INA). Il est également maire d'Illzach.

Le Sénateur Eckenspieller a décidé de participer une nouvelle fois à cette formule de stage d'immersion en entreprise. Après s'être familiarisé l'an dernier avec le secteur de la grande distribution (Les Mousquetaires), il a souhaité cette année prolonger son expérience en se rendant au sein de Radio France. "Cette entreprise m'intéresse en tant que membre de la Commission des affaires culturelles mais aussi en tant que simple citoyen, simple auditeur. "

Le sénateur a, pendant deux jours, parcouru les onze kilomètres de couloirs que compte la Maison de la Radio. Ce marathon lui a permis de découvrir, selon lui, " des gens de passion, ayant un réel sens du service public, s'attachant à réaliser des émissions variées, informatives et de grande qualité ".

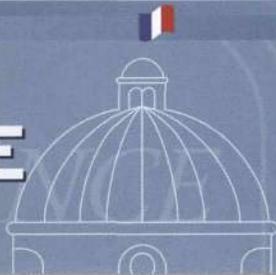
L'enthousiasme du sénateur a été partagé par les dirigeants de Radio France. Michel Meyer, directeur de France Bleu Paris et de France Bleu National, s'est déclaré ravi par l'expérience. Il a pu mettre en avant le rôle que joue Radio France dans le secteur social et culturel.

Le sénateur a néanmoins perçu, au détour des discussions, une certaine amertume chez ses interlocuteurs. Ces derniers se sentent en effet délaissés par les pouvoirs publics, au profit de la télévision.

Prenant en compte cette situation, M. Eckenspieller s'est déclaré favorable à l'audition du Président Cavada par la Commission des affaires culturelles du Sénat.

à

RADIO FRANCE



« J'ai particulièrement apprécié le nouveau mode de radio créé par France Bleu City Radio, radio de proximité pour les Parisiens. »



Daniel Eckenspieller dans le studio de Patricia Martin à France Inter.

➤ **RADIO FRANCE**, qui détient 28 % des parts d'audience, est un groupe constitué de 7 stations : France Inter, France Info, France Bleu, France Culture, France Musique, Le Mouv' et FIP. Ensemble, ces radios de service public produisent 480.000 heures de programme par an.

Radio France organise et parraine un grand nombre d'événements culturels. Elle est à la fois un des plus grands centres de production et de diffusion radiophonique du monde et une des premières entreprises culturelles françaises.

Daniel Eckenspieller,
sénateur



André FERRAND



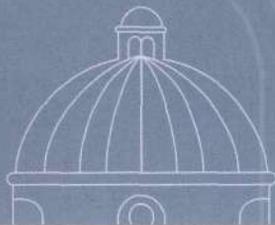
Directeur de société,
André Ferrand
est sénateur
représentant les
Français établis hors de
France depuis 1998. Il
appartient au groupe
des Républicains et
Indépendants et est
membre de la
Commission des
affaires économiques et
du Plan. Il appartient
également à la
Délégation
parlementaire pour
l'Union Européenne.

C'est en sa qualité de sénateur représentant les Français de l'étranger et de vice président du Comité national des Conseillers du commerce extérieur en charge des sections de l'étranger, qu'André Ferrand a décidé cette année de réaliser son stage d'immersion chez ERAI (Entreprise Rhône-Alpes International) à Lyon.

ERAI est une association émanant du Conseil Régional de Rhône-Alpes, qui a pour vocation de favoriser à la fois l'internationalisation des PME rhônalpines et d'attirer les investissements étrangers dans la région. Elle offre aux entreprises désireuses d'étendre leur activité à l'international un service de conseil à l'export particulièrement développé en matière d'aides au financement.

Le dynamisme économique de cette région constitue pour le sénateur André Ferrand un cadre d'analyse idéal, permettant de cerner les enjeux du développement des PME à l'étranger. André Ferrand a pu concrètement découvrir les différentes activités d'ERAI, d'une part à travers une rencontre avec une délégation chinoise présente à Lyon, et d'autre part à l'occasion d'une réunion du Club "PECO" organisée dans le cadre du World Trade Center de Lyon.

Le sénateur souhaitait également obtenir des éléments sur la régionalisation du commerce extérieur. Désireux de mieux cerner les rôles respectifs des différents acteurs, l'élu a pu rencontrer des représentants du Conseil Régional, de la CCI de Lyon, le directeur régional du Commerce extérieur récemment nommé, ainsi que le Président du Comité Rhône-Alpes des conseillers du commerce extérieur.



« Il faut favoriser la complémentarité des différents acteurs en leur assignant à chacun, en fonction de ce qu'ils savent faire le mieux, des missions et des moyens précisément définis, et en assurant la synergie de l'ensemble. Il faut un chef d'orchestre capable d'amener ses solistes à se dépasser. »

André Ferrand,
sénateur



André Ferrand et la délégation chinoise en visite chez ERAI.

► **ERAI**, Entreprise Rhône-Alpes International, est une association loi 1901 créée en 1987 à l'initiative du Conseil régional de Rhône-Alpes pour contribuer à la promotion du tissu économique de la région au plan international.

50 collaborateurs, dont 40 à l'étranger répartis dans 10 antennes (Europe, Amériques, Asie), contribuent à simplifier le développement international des PME et à favoriser les flux d'affaires vers la région Rhône-Alpes.



Hilaire FLANDRE



Agriculteur,

Hilaire Flandre

est devenu sénateur RPR des Ardennes en 1996 et fut réélu en 1998. Ancien conseiller régional de Champagne et maire d'Alincourt, il est aujourd'hui membre de la Commission des affaires économiques et membre du Conseil national de l'information statistique.

Après un premier stage au sein de la société Karl Süß, Hilaire Flandre a décidé cette année de partir à la rencontre du monde de l'artisanat.

Pierre Martin, président de la Chambre de métiers de l'Yonne, véritablement séduit par cette initiative, a donc organisé un vaste tour d'horizon de toutes les activités.

Le sénateur, qui est issu du secteur industriel, connaît déjà les préoccupations des artisans. Il a abordé au cours de ces deux journées les difficultés rencontrées par les apprentis lors de leur formation, puis lors de leur entrée dans le monde du travail : démarches trop longues et réglementations inadaptées.

Les entretiens avec les Compagnons du Devoir, puis avec les apprentis du Centre de formation des apprentis du bâtiment Henri Neyer, ont permis de pointer les difficultés d'insertion des étudiants et de constater que les problèmes sont relativement bien traités.

Hilaire Flandre a également apprécié l'engagement fort et la détermination du dirigeant de la société APEX et de la cave coopérative du Chablis pour mener à bien leurs projets.



à la CHAMBRE DE MÉTIERS DE L'YONNE

« La cave coopérative, qui explique les démarches de production du Chablis, montre le développement de la richesse d'un pays. »



Le sénateur Hilaire Flandre à la Chambre de Métiers de l'Yonne en compagnie de M. Comparet, secrétaire général et de M. Martin, Président.

► Avec 12.000 salariés dans le secteur de l'artisanat, **LA CHAMBRE DE MÉTIERS DE L'YONNE** accompagne les artisans dans leurs démarches de recrutement. Ayant pour mission de perpétuer l'artisanat icaunais, elle propose aux repreneurs et aux créateurs d'entreprise un dispositif de formation et d'accompagnement pour leurs projets.

Hilaire Flandre,
sénateur



CHAMBRE
DE MÉTIERS
DE L'YONNE

Alain GOURNAC



Chef de publicité,
Alain Gournac
est sénateur RPR des
Yvelines depuis 1995 et
vice-président de la
Commission des
affaires sociales. Il est
également membre du
Conseil national des
politiques de lutte
contre la pauvreté et
l'exclusion. Il est par
ailleurs maire du Pecq
et conseiller général
des Yvelines.

Après avoir cuit du pain chez Poilâne et étudié le processus de synthèse des molécules chez Aventis lors de ses précédents stages d'immersion, Alain Gournac a cette année décidé de s'intéresser aux difficultés de création et de développement des *start up*.

Il s'est ainsi rendu chez Cybervitrine, entreprise tourangelle proposant un système innovant de borne interactive à destination de tout type de commerce. Le client peut accéder aux services du magasin de manière libre et permanente via une interface consultable à même la vitrine.

Séduit par le concept, le maire du Pecq a noté l'intérêt d'une telle innovation pour les collectivités locales, particulièrement en dehors des heures d'ouverture.

Alain Gournac a pu remarquer l'organisation irréprochable de l'entreprise qui, sous l'impulsion de Philippe Fouché et de Philippe Barcelo, les deux créateurs associés de Cybervitrine, se veut performante et créatrice d'emplois au niveau local.

Il faut avouer que les deux hommes n'en sont pas à leur coup d'essai puisqu'ils commercialisaient auparavant un système bien connu de borne photographique omniprésent dans les lieux publics.

Le sénateur salue ici les qualités entrepreneuriales des deux associés, qui ont su évoluer vers le concept "Cybervitrine" en parfaite adéquation avec les besoins actuels du marché.



chez **CYBERVITRINE**



« Il est important de favoriser des contacts répétés avec nos élus afin de réduire le décalage entre le monde politique et celui de l'entreprise. »



Alain Gournac découvre "Cybervitrine" en compagnie d'Alain Fouché et de Philippe Barcelo, les deux associés fondateurs ainsi que M. Schrevel, directeur commercial.

➤ La société **CYBERVITRINE** vient de mettre au point un nouvel outil de communication éponyme. Il s'agit d'une borne interactive placée à l'intérieur des magasins, qui permet une consultation depuis l'extérieur. Elle est constituée d'un clavier tactile, d'un écran extra-plat et d'un support en plexiglas, le tout relié à un ordinateur.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Touraine et la région Centre ont décerné à Cybervitrine SA le trophée du meilleur espoir de l'économie tourangelle pour l'année 2003.

Philippe Fouché,
président du Conseil
d'administration de
Cybervitrine SA.



Françoise HENNERON



Secrétaire, **Françoise Henneron** appartient au groupe des Républicains Indépendants du Pas-de-Calais depuis 2001. Elle est également vice-présidente de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et membre de la Commission des affaires sociales.

Pour cette quatrième édition des stages d'immersion en entreprise, Françoise Henneron, sénatrice du Pas-De-Calais, a souhaité mieux connaître le secteur de l'agroalimentaire. Éluë rurale issue d'une famille de petits exploitants agricoles cultivateurs de betteraves, Françoise Henneron avait de bonnes raisons de choisir Saint Louis Sucre.

Le temps fort du stage a été la visite du site d'Eppeville, usine fleuron de Saint Louis, avec 1.900 tonnes de sucre produites quotidiennement. Réellement enthousiasmée par cette "aventure", la sénatrice a pu découvrir l'ensemble du processus industriel, de la betterave jusqu'au morceau de sucre.

Monsieur Dauvois, directeur général adjoint, impressionné par la curiosité intellectuelle de Françoise Henneron, a trouvé en l'éluë une interlocutrice capable d'appréhender les difficultés de restructuration liées au secteur.



chez SAINT LOUIS SUCRE

« Je suis particulièrement sensible à l'aspect social. Je remarque la proximité entretenue avec les salariés, qui ne sont pas laissés sur la brèche, tant au niveau de la gestion du personnel que des mesures de sécurité. »



Françoise Henneron sur le site d'Eppeville en compagnie de M. Roy, directeur de l'usine et M. Dauvois, directeur général adjoint de Saint Louis Sucre.

► Fondé en 1831, **SAINT LOUIS SUCRE** est le deuxième sucrier français avec un chiffre d'affaires de 928 millions d'euros en 2001-2002. Le groupe est implanté dans une dizaine de pays et il est très présent à l'exportation.

Françoise Henneron,
sénatrice

SAINT LOUIS  SUCRE

Pierre HÉRISSEON

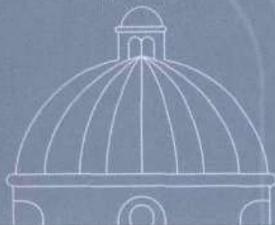


Ancien industriel, **Pierre Hérisson** a été élu sénateur centriste de Haute-Savoie en 1995 et est vice-président de la Commission des affaires économiques. Il est également membre de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications

Après s'être rendu chez EDF l'an dernier, Pierre Hérisson a décidé pour cette quatrième édition des Rencontres Sénatoriales d'effectuer son stage chez Suez, et plus particulièrement au sein de sa filiale Tractebel en Belgique. Le sénateur souhaitait compléter sa vision du secteur de l'énergie, dont la libéralisation apparaît aujourd'hui inéluctable.

A l'occasion de la visite d'un site de Turbine Gaz Vapeur, Pierre Hérisson a pu découvrir que le groupe Suez couvrait l'ensemble de la chaîne énergétique et misait notamment sur les synergies gaz/électricité. Le groupe s'inscrit dans une politique de développement durable en favorisant une tendance " verte " de production et d'utilisation de l'énergie.

Pierre Hérisson a pu remarquer l'importance de l'innovation dans la stratégie du groupe, qui développe des activités connexes comme le négoce ou l'e-commerce, en réponse à des sollicitations nouvelles du marché.



chez **SUEZ**

“ J’ai pu
découvrir un vrai
site de production
d’énergie
performant, bien
que pourvu de
moyens modérés
par rapport à
notre pays. ”



Pierre Hérisson en compagnie de Willy Bosmans,
administrateur délégué d'Electrabel, filiale de Suez en Belgique.

► Créé en 1858 par Ferdinand de Lesseps sous le nom de la "Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez" pour percer et exploiter le Canal de Suez, le **GROUPE SUEZ** est aujourd’hui un acteur mondial de services, spécialisé dans la conception, la mise en œuvre et l’exploitation de systèmes et réseaux dans les domaines de l’énergie, de l’eau, de la propreté et de la communication.

Pierre Hérisson,
sénateur

SUEZ

Odette HERVIAUX



Professeur de Lettres,
Odette Herviaux
a été élue en 2001
sénateur socialiste du
Morbihan. Elle est
membre de la
Commission des
affaires économiques.
Elle est également
maire de la Croix-
Helléan et conseiller
régional de Bretagne.

Odette Herviaux a eu maintes fois l'occasion de découvrir le monde de l'entreprise alors qu'elle était professeur de Lettres dans un lycée technique. Mais ces stages d'immersion en entreprise relèvent d'une démarche différente : ils permettent aux sénateurs stagiaires d'appréhender de l'intérieur le fonctionnement de l'entreprise, ses difficultés, ses objectifs... Le sénateur a eu ainsi l'opportunité d'observer le monde d'une PME. Odette Herviaux a été particulièrement intéressée par Binic Gastronomie, entreprise qui apporte une très forte valeur ajoutée en offrant des produits finis, prêts à être commercialisés.

M. Nelhig, directeur de Binic Gastronomie, s'est montré ravi d'accueillir un sénateur dans son entreprise. Ces stages d'immersion offrent selon lui l'avantage d'aider le législateur à mieux comprendre le décalage existant parfois entre les textes de loi et leur application. Il a surtout insisté sur les difficultés qu'il rencontre en tant que patron d'une PME : difficultés de recrutement ou d'application de lois, comme par exemple la loi Galland.

Le sénateur, enchanté par cette expérience, a pris rendez-vous pour l'année prochaine.



chez BINIC GASTRONOMIE

« *Le moment le plus fort aura été pour moi la réunion de direction, au cours de laquelle ont été soulevés les problèmes de marketing et de négociation de contrats, notamment avec la grande distribution. C'était passionnant. J'ai appris beaucoup de choses.* »

Odette Herviaux,
sénateur



Odette Herviaux observant la préparation des terrines, dans l'usine de Binic Gastronomie.

► L'entreprise a été créée vers 1860 par Eulalie Martin. Elle confectionnait alors des charcuteries artisanales dans la meilleure tradition bretonne. L'entreprise s'est transmise de génération en génération. Mais à partir de 1981, elle connut des difficultés financières. Elle fut reprise en octobre 1985 et une nouvelle société fut créée : **BINIC GASTRONOMIE**, au capital de 112.000 euros. Aujourd'hui, l'entreprise continue de perpétuer la tradition sous le label "Mère Lalie". Elle crée et commercialise pas moins d'une quinzaine de verrines différentes.



Jean-Marc JUILHARD



Arboriculteur,
Jean-Marc Juilhard est sénateur RPR du Puy De Dôme élu en 2001 et secrétaire de la Commission des affaires sociales. Il est également membre de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire et président de la communauté de communes de Cheires.

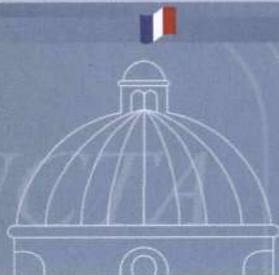
Jean-Marc Juilhard, familier des questions agricoles, s'est intéressé pour cette quatrième édition à l'entreprise Producta, acteur majeur du marché viticole. Producta, dont l'activité principale est le négoce, supervise également la production et la vinification de ses produits. Une dimension fort intéressante pour le sénateur, qui souhaitait comprendre précisément les enjeux du secteur.

La visite du salon Vinitech, exposant l'ensemble des innovations en la matière, a permis à l'élu d'évaluer l'importance de la technologie de pointe, notamment pour la vinification.

L'impact de la baisse de la consommation de vin en France, associée à la surproduction, constitue le problème majeur des professionnels du secteur. Selon Jean-Marc Juilhard, il faut favoriser la promotion des vins labellisés et maîtriser davantage la production.

Michel Delpon, directeur de Producta, a exprimé son inquiétude quant à la concentration de la grande distribution, qui accroît le seuil de dépendance économique. À l'écoute, le sénateur Juilhard a souligné la nécessité d'une loi qui relativise ce phénomène afin d'assurer la pérennisation des exploitations.

chez **PRODUCTA**



« En privilégiant la qualité, le Comité Interprofessionnel des Vins de Bergerac a su redonner leurs lettres de noblesse à ses vins liquoreux de Monbazillac. »



Jean-Marc Juilhard chez Unidor accompagné de Mr Doucet, Directeur du centre d'embouteillage et de Michel Delpon, Directeur de Producta.

► **PRODUCTA** est un producteur/négociant en vins de Bordeaux et du Sud-Ouest. Formée en Société anonyme dont les actionnaires et fournisseurs sont des groupements de coopératives d'Aquitaine, l'entreprise commercialise 18 millions de bouteilles AOC par an pour un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros en France et à l'export.

Jean-Marc Juilhard,
sénateur


PRODUCTA
PRODUCTEUR DE TALENTS

Joseph KERGUERIS



Ancien maître de conférence en gestion à l'IUT de Vannes et maire UDF de Indévant,

Joseph Kergueris a été élu sénateur de l'Union Centriste du Morbihan en 2001. Il est membre de la Commission des affaires économiques et membre suppléant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

En tant que nouvel élu et rapporteur de la loi sur les risques industriels, Joseph Kergueris a souhaité saisir l'occasion de son stage en entreprise pour faire le point sur le secteur de l'énergie pétrolière.

Pour le sénateur, dans la période de forte incertitude actuelle, rencontrer ceux qui sont à la fois à la source de la production énergétique et qui vivent au quotidien les problèmes de la consommation permet de faire un bilan très pertinent sur l'état de tonicité de la demande générale.

L'expérience de la visite d'une station service a été enrichissante pour comprendre l'évolution de la distribution. La participation de M. Kergueris à un comité de direction a été l'occasion d'aborder les difficultés majeures auxquelles les professionnels de l'énergie pétrolière sont confrontés.



“ Faire la loi en prenant en compte les réalités est une bonne chose, mais à condition de considérer les réalités présentes et non passées. ”



Joseph Kergueris au dépôt de Vitry.

➤ **BRITISH PETROLEUM** est l'une des plus grandes entreprises de pétrole et de produits pétrochimiques au monde. Ses activités portent sur l'exploration et la production de pétrole brut et de gaz naturel, le raffinage, la commercialisation, l'approvisionnement et le transport, ainsi que sur la fabrication et la commercialisation des produits pétrochimiques.

Joseph Kergueris,
sénateur



Jean-François LE GRAND



Vétérinaire,
**Jean-François
Le Grand** est
sénateur RPR de la
Manche et membre
titulaire des
Assemblées
parlementaires du
Conseil de l'Europe et
de l'Union de l'Europe
Occidentale. Il est
également président du
Conseil supérieur de
l'aviation marchande.

Après avoir choisi Dassault Aviation dans le cadre de son précédent stage d'immersion en 2001, Jean-François Le Grand s'est orienté pour cette quatrième édition vers FedEx.

Entreprise hautement réactive, FedEx propose la livraison de colis à l'international à J+1. Un tel service nécessite un nombre croissant de vols de nuit, qui engendrent des nuisances sonores importantes, ce qui a fortement intéressé le sénateur, très concerné par les questions d'environnement.

Soucieux d'une qualité de service irréprochable, FedEx est en mesure de suivre ses colis par satellite. Jean-François Le Grand souligne que ce besoin de traçabilité est un véritable signe des temps, susceptible d'être appliqué à nombre d'autres domaines.



chez FedEx



“ Je fus surpris sur le plan social de l'intégration de jeunes dans le cadre de contrats “ville” pour contribuer à la politique de qualité exigeante de FedEx. ”



► Présent dans 210 pays, **FedEx** est le plus grand transporteur express au monde. Il dispose d'une flotte de 650 avions. Fort de ses liaisons aériennes et de ses infrastructures, FedEx se présente comme le groupe de référence en matière de transport des colis. Le transport express constitue un phénomène nouveau en phase de forte expansion, très proche de ce point de vue des Nouvelles Technologies de l'Information. Le transport express représente un enjeu important pour notre pays.

Jean-François
Le Grand,
sénateur



Dominique LECLERC



Pharmacien de profession,
Dominique Leclerc a été élu sénateur d'Indre et Loire en 1992. Il appartient désormais au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire. Membre de la Commission des affaires sociales et maire de La Ville-aux-Dames, il siège également au Comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse.

Dominique Leclerc connaît bien les entreprises de recherche pharmaceutique traditionnelle. Afin d'avoir un éclairage différent sur le monde de l'entreprise, il a souhaité se rendre dans une société du secteur des télécoms.

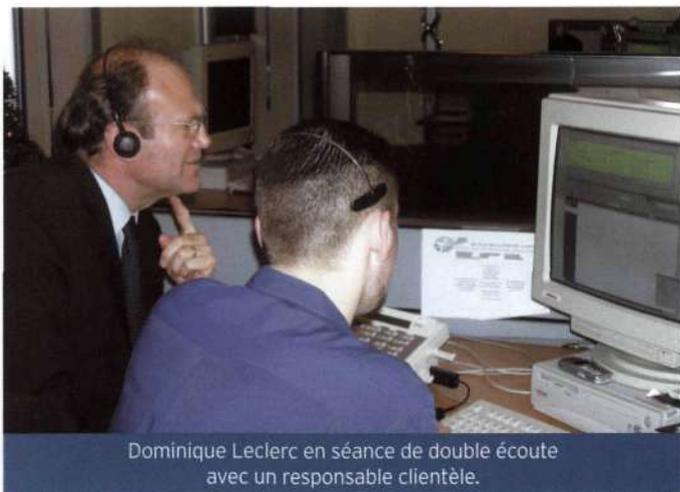
Selon Gilles Pellisson, directeur général de Bouygues Telecom, il est indispensable que les responsables politiques aient conscience de l'impact des lois avant de les voter s'ils veulent véritablement avoir prise sur les enjeux économiques.

Sur place, le sénateur Leclerc a pu apprécier la dynamique d'innovation mise en place par Bouygues Telecom, qui a abouti à l'adoption de l'I-mode. Le sénateur s'est étonné de voir à quel point l'entreprise était soucieuse de la qualité du service apporté à ses clients. Il a du reste participé, en tant que témoin muet, à une séance dite de " double écoute " d'un conseiller clientèle.

chez BOUYGUES TELECOM

« Plus le monde économique se mélange avec le monde politique et plus nous serons gagnants dans les années qui viennent. Nos sorts sont de plus en plus liés. Nous, entrepreneurs, ne pouvons rien faire sans des cadres juridiques adaptés et stables. Les politiques, eux, doivent avoir une conscience claire des enjeux sur le terrain. »

Gilles Pellisson,
directeur général
de Bouygues Telecom



Dominique Leclerc en séance de double écoute avec un responsable clientèle.

► **BOUYGUES TELECOM** a été créé en octobre 1994. L'entreprise est aujourd'hui le troisième opérateur de réseau de téléphonie mobile en France, disposant d'un réseau couvrant 98 % de la population française. Grâce à des accords signés avec plus de 300 opérateurs étrangers, l'entreprise se classe parmi les tout premiers opérateurs mondiaux. Elle compte 6 400 collaborateurs. Son capital est détenu à hauteur de 67 % par le groupe créé il y a 50 ans par Francis Bouygues.



Bouygues Telecom

Paul LORIDANT



Directeur-adjoint de la Banque de France, **Paul Loridant** a été élu sénateur de l'Essonne en 1986 et réélu en 1995. Il est membre de la Commission des finances et appartient au groupe Communiste Républicain Citoyen. Il est également maire des Ulis et membre du Conseil de l'Agence centrale des organismes de la sécurité sociale, ainsi que du Conseil national du crédit.

Paul Loridant, qui connaissait déjà les principes de la vinification, a décidé cette année d'effectuer son stage au sein de la société Jaillance. Le sénateur, bien décidé à partir à la découverte de la fabrication et de la diffusion de la clairette de Die, n'a pas manqué de se retrousser les manches afin de mieux comprendre les étapes de production et de distribution.

Lionel Lerch, PDG de la cave coopérative Jaillance, enthousiasmé par la venue du sénateur, a trouvé l'initiative très enrichissante, car cette immersion a permis de soulever de nombreux sujets liés à la profession. M. Lerch a évoqué la pression qu'exerce la grande distribution sur les petites PME, ainsi que le dilemme entre une agriculture raisonnée et une agriculture biologique.

Paul Loridant s'est déclaré prêt à intervenir pour la défense de la qualité et du respect des lois en vigueur.



chez JAILLANCE



« La France, c'est 320 vins de terroirs. Or la technique de la commercialisation veut qu'aujourd'hui l'on vende une marque et non un vin, un terroir. »



Le sénateur Paul Loridant en compagnie de M. Malet, œnologue chez Jaillance.

► La cave coopérative **JAILLANCE** s'applique depuis 50 ans à faire connaître et à commercialiser la Clairette de Die. Aujourd'hui nationalement reconnue, la Clairette de Die tente désormais de franchir nos frontières. Elle doit son succès à son vin, qui exprime finement son terroir d'origine et reflète l'engagement de ses vignerons et œnologues.

Paul Loridant,
sénateur

Jaillance

Pierre MARTIN



Directeur d'école, **Pierre Martin** a été élu sénateur RPR de la Somme en 1995. Il est membre de la Commission des affaires culturelles du Sénat. Il est également maire d'Hallencourt et conseiller général de la Somme.

Pour la troisième année consécutive, le sénateur Martin a décidé de participer aux stages d'immersion en entreprise. Après un stage dans une coopérative de vin en 2000 et chez Bouygues Construction en 2001, le sénateur a souhaité se rendre dans le secteur du tourisme et des loisirs.

Bruno Cagnon, directeur général de la SEETE, a été séduit par cette opération : "Le rapprochement entre le monde politique et celui de l'entreprise, c'est quelque chose dont on parle beaucoup mais qui, dans les faits, s'observe peu. Là, on nous a donné l'opportunité d'avoir des échanges fructueux et concrets". M. Cagnon a pu évoquer les préoccupations liées à l'entreprise en terme d'emploi, mais également les diverses réglementations complexes qui régissent l'activité des jeux en France.

Quant au sénateur, il a été marqué par la prise en considération du volet social, qui conduit les dirigeants à mettre les salariés de l'entreprise au centre des réussites.



au CASINO D'ENGHIEN



« J'ai surtout été frappé, au sein du groupe Lucien Barrière, par l'importance des enjeux partenariaux. Cela démontre combien une entreprise ne s'articule pas seulement autour d'un chef d'entreprise qui fixe les objectifs, mais également autour d'une collectivité qui tient à se développer et se mobilise pour y parvenir. »

Pierre Martin,
sénateur



Alain Martin en compagnie de Bruno Cagnon, directeur général, dans le salon des princes du casino d'Enghien-les-Bains.

► Le casino d'Enghien-les-Bains, seul casino d'Ile-de-France, vit le jour en février 1901 et connut tout au long du siècle de multiples affectations (hôpital, accueil de troupes...). Depuis 1988, le groupe Lucien Barrière a repris la Société d'Exploitation des Eaux et Thermes d'Enghien-les-Bains (**SEETE**). L'année 2001 fut marquée par une refonte totale du casino municipal et l'arrivée de 130 machines à sous flamboyantes. Cette arrivée des "bandits manchots" a permis d'augmenter le chiffre d'affaire du casino de 76 %. Outre le casino, la société SEETE exploite également sur le site d'Enghien le Grand Hôtel, l'Hôtel du Lac, le théâtre et les thermes. Son chiffre d'affaires s'élève à 44,5 millions d'euros.



Groupe
Lucien Barrière

Jean-Pierre MASSERET



Inspecteur des impôts,
ancien ministre,

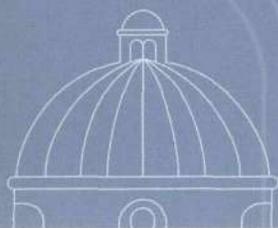
Jean-Pierre Masseret a été réélu sénateur socialiste de Moselle en 2001. Il est secrétaire de la Commission des affaires étrangères, de la Défense et des forces armées. Il est également conseiller municipal de Saint-Quirin (Moselle).

Mme Claire Dorland-Clauzel, directeur des fonctions support d'AXA France, a été séduite par cette formule de stages d'immersion des sénateurs en entreprise, qui permet aux élus de mieux connaître les contraintes d'une activité, qu'elles soient d'ordre social, législatif ou financier.

L'objectif de ce stage était d'accroître les connaissances du parlementaire sur les questions des assurances. Dans cette optique, le sénateur Masseret a été amené à participer à différentes tables rondes ayant trait au principe de précaution, à la notion de risque, etc. Son choix sectoriel lui a permis de privilégier très vite les aspects pragmatiques et concrets de l'activité d'assurance, qui ne consiste pas exclusivement à " empocher " des primes et à signer des contrats.

Le métier de l'assurance est également un métier de terrain. Afin de mesurer l'ampleur de la tâche dévolue à ces professions, le sénateur s'est rendu dans le Gard. Cela a été l'occasion pour lui d'observer la cellule de crise montée par AXA afin de venir en aide aux personnes et aux entreprises sinistrées par les inondations.

chez AXA



« Je retiendrai notamment la visite que j'ai effectuée dans le Gard suite aux dégâts occasionnés par ces inondations tragiques. J'ai pu voir la façon dont cette compagnie d'assurance a pu venir en aide aux hommes et femmes sinistrés, dont elle a pu établir le contact et monter avec eux les dossiers. »

Jean-Pierre Masseret,
sénateur



Jean-Pierre Masseret, en compagnie de Claire Dorland-Clauzel, directeur des fonctions support d'Axa France.

► **AXA** est le leader de l'assurance en France. Il intervient dans les différents domaines de la prévoyance tels que l'assurance des biens, l'assurance des personnes, l'épargne. Le groupe intervient également dans le domaine des services financiers. Avec plus de 16,5 milliards d'euros de chiffre d'affaire dans le métier de l'assurance en 2001 et 91,8 milliards d'euros d'actifs gérés, les sociétés d'assurance et d'assistance AXA en France ont pour mission quotidienne de répondre aux besoins et de satisfaire les attentes de plus de 9 millions de clients, particuliers, professionnels et entreprises.



Louis MOINARD



Agriculteur,
Louis Moinard
a été élu sénateur
Union Centriste de la
Vendée en 1987, et réélu
en 1995. Il siège au sein
de la Commission des
affaires économiques,
ainsi qu'au sein du
Comité consultatif pour
la gestion du Fonds
national pour le
développement des
adductions d'eau dans
les communes rurales.

Louis Moinard, après un premier stage en 2001, a décidé cette année de partir à la rencontre de l'Union des Métiers de l'Industrie Midi-Pyrénées (UIMM).

Bernard Maret, président de l'UIMM, très enthousiasmé par cette initiative, s'est appliqué à présenter le large éventail d'activités couvertes par sa fédération. Le sénateur, a ainsi pu découvrir les différentes techniques d'élaboration et de réalisation d'outils destinés aux industries métallurgique, aéronautique et pharmacologique.

Bernard Maret connaît bien les difficultés actuelles que rencontre le monde de l'Industrie. Il s'est attaché à sensibiliser le sénateur sur le rôle économique et social joué par ces entreprises au niveau de la région, et en particulier les Laboratoires Pierre Fabre.

Les échanges avec les ouvriers ont permis d'aborder des sujets tels que la décentralisation, le développement et l'aménagement du territoire. Louis Moinard a estimé nécessaire d'améliorer la relation entre sociétés et élus, et déploré l'insuffisance des moyens des petites entreprises pour se développer. "Il s'agirait de faire participer des élus aux Conseils d'administration de façon à contribuer au rapprochement entre les élus et le monde de l'entreprise".



à L'UIMM MIDI-PYRÉNÉES

« J'ai découvert la grande capacité d'innovation, la mobilisation des ingénieurs quant à la création de machines pour répondre à la demande. »



Le sénateur Louis Moinard en compagnie du directeur de l'entreprise Latelec, ainsi que de Bernard Maret, président de l'UIMM et de son associée, Madame Jézégabel.

➤ L'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (**UIMM**) est une fédération professionnelle. Elle regroupe 130 syndicats de branche traitant les questions techniques et économiques et 93 chambres syndicales territoriales qui relaient, au plan territorial, l'action de l'UIMM. Au-delà de son objectif syndical, l'UIMM apporte aux chambres syndicales territoriales et aux entreprises des conseils et appuis permanents dans tous les domaines de sa compétence.

Louis Moinard,
sénateur

U
I
Union des Industries
UIMM Midi-Pyrénées

Philippe NOGRIX



Ancien cadre de direction, **Philippe Nogrix** a été élu sénateur de l'Union Centriste d'Ille-et-Vilaine en 1998. Il est secrétaire de la Commission des affaires culturelles et conseiller général d'Ille-et-Vilaine. Ancien membre du Conseil national du syndrome immunodéficientaire acquis (sida), il siège aujourd'hui à la Commission nationale de l'informatique et des libertés et au Comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

Après une incursion dans le monde des *start-up* il y a deux ans, Philippe Nogrix a voulu cette année passer du côté des investisseurs afin de comprendre ce qui permet à une entreprise de démarrer. C'est ce qui l'a conduit chez Sofinnova, première société de capital-investissement en France.

Cette rencontre lui a permis d'aborder les sujets épineux du financement de l'innovation et des relations entre les entrepreneurs et les investisseurs. Il a pu aussi apprécier l'importance d'un cadre formalisé pouvant servir de référence au moment des redistributions, des augmentations de capital, ou pouvant permettre des valorisations lors de l'achat de stock options.

Le sénateur a insisté sur le caractère résolument utile de ce stage pour le législateur et a noté au passage que les votes que l'on peut avoir ont une incidence très directe sur le développement des entreprises en France.

Alain Rodermann, associé de Sofinnova Partners, a fait observer que la venue de Philippe Nogrix a été l'occasion d'aborder les enjeux du capital-risque d'un œil éclairé et différent. Cette expérience l'a encouragé à poursuivre sa démarche de dialogue avec le législateur.



chez SOFINNOVA PARTNERS



« C'est une excellente idée d'avoir incité les sénateurs à aller dans le monde économique. Les enjeux sont très importants et les décisions lourdes de conséquence.

S'immerger pendant 48 h permet de rester en contact avec la réalité et de ne pas voir les choses uniquement de l'autre côté de la barrière. »

Philippe Nogrix,
sénateur



Philippe Nogrix et Alain Rodermann, associé chez Sofinnova.

► **SOFINNOVA PARTNERS** est la première société de capital-risque française. Elle a été créée en 1972. Elle a aujourd'hui des établissements à Paris et à San Francisco et concentre son activité dans les secteurs des technologies de l'information et des sciences de la vie.

Sofinnova Partners investit dans les entreprises européennes et américaines en phase d'amorçage ou en création souhaitant développer des projets à fort potentiel. Le montant investi est au minimum de 500.000 Euros et peut aller jusqu'à 12 millions d'euros à l'issue de plusieurs tours de financement.

SOFINNOVA PARTNERS

Michel PELCHAT



Ingénieur de formation,
ancien député,

Michel Pelchat

a été élu sénateur du
Groupe Union pour un
Mouvement Populaire
de l'Essonne en 1995.

Il est vice-président de
la Commission des
affaires étrangères, de
la Défense et des forces
armées, membre de la
Délégation
parlementaire pour la
planification, et
conseiller municipal de
Gif-sur-Yvette.

La visite de l'usine des Ressorts Masselin a été l'occasion pour le sénateur Pelchat d'apprécier les efforts constants d'investissement que doit fournir une entreprise industrielle dans un secteur très concurrentiel.

Le sénateur a pu constater l'importance de la part de la main d'œuvre dans la valeur ajoutée de l'entreprise. Lors de leur rencontre, Jean Masselin a mis en exergue le poids de la main d'œuvre dans les coûts de production et dans les prix de revient, parallèlement aux contraintes administratives économiques françaises, qui imposent des charges sociales lourdes.

Ils ont aussi abordé le thème de la taxe professionnelle, que Jean Masselin aimerait voir suspendue " pour la sauvegarde des petites industries " comme les Ressorts Masselin.



chez LES RESSORTS MASSELIN



« Monsieur Pelchat a une vision très synthétique et intéressante pour moi du fonctionnement d'une usine. Les échanges que nous avons eu ont été intéressants dans les deux sens. »



Michel Pelchat et Jean Masselin dans l'usine de ressorts de Petit-Quevilly.

► Depuis 1826, l'entreprise familiale des **RESSORTS MASSELIN** fait un effort permanent d'adaptation à l'environnement pour conserver sa situation de leader sur le marché des ressorts en France. Conscients de l'importance d'une dynamique d'anticipation dans le domaine industriel, les Ressorts Masselin mènent une politique soutenue d'investissement, qui leur permet de renouveler régulièrement leur parc de machines installé dans leur usine de 50.000 m² près de Rouen.

Jean Masselin,
directeur général
des Ressorts Masselin



Gisèle PRINTZ



Gisèle Printz

a été élue sénatrice Socialiste de Moselle en 1996. Elle a été réélue en 2001. Elle est membre de la Commission des affaires sociales et de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Elle est adjoint au maire de Serémange-Erzange.

En choisissant Leclerc, Gisèle Printz souhaitait mieux comprendre la diversité des enseignes de distribution et leur fonctionnement.

En tant que membre de la Commission des affaires sociales, elle a interrogé Michel-Edouard Leclerc sur sa politique sociale, des caissières aux adhérents, sur ses projets de développement durable, ainsi que sur le contrôle du travail des enfants à l'étranger.

En tant que sénatrice, elle a voulu que les responsables lui décrivent et justifient leur politique sur les marges arrières sur les produits agricoles.

Enfin, en tant que citoyenne, Gisèle Printz a voulu en savoir plus sur la politique environnementale du groupe.

L'entreprise a répondu de façon sincère et claire à chaque question de la sénatrice. Pour Michel-Edouard Leclerc, ces stages sont en effet l'occasion de faire sauter le mur des incompréhensions entre les politiques et les entrepreneurs. Il a démenti toute démarche lobbyiste dans ses différentes réponses. Pour lui, l'exercice du stage consiste à se mettre au diapason des hommes et des femmes qui représentent les entreprises au Parlement.



« Sans être désintéressés, il nous semble que dans cette démarche de stage en entreprise, c'est à nous de satisfaire les élus en nous mettant au service de la demande sénatoriale. Après, tant mieux s'il y a une réciprocité dans ces rencontres et une continuité dans le dialogue. »



Gisèle Printz et Michel-Edouard Leclerc dans le bureau de ce dernier.

► L'enseigne **LECLERC** a été créée en 1949 par Edouard Leclerc. Le mouvement s'emploie aujourd'hui à défendre la notion d'entreprise indépendante à taille humaine et regroupe 462 adhérents représentant 72 000 salariés et 560 magasins.

Michel-Edouard
Leclerc,
PDG de Leclerc

E. LECLERC

Janine ROZIER



Ancienne conseiller général du Loiret et maire d'Ormes,

Janine Rozier a été élue sénateur RPR du Loiret en 2001. Elle est membre de la Commission des affaires sociales, et siège à la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques. Elle fait également partie de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Pour son premier stage, Janine Rozier a voulu s'immerger dans le monde de la presse, qu'elle a toujours apprécié. Elle a choisi de se rendre chez Madame Figaro, dont elle est une fidèle lectrice depuis de nombreuses années.

Janine Rozier a été impressionnée par la capacité des journalistes à gérer des délais très courts et à surfer sur l'actualité. Elle a été de la même façon charmée par la disponibilité de ses interlocuteurs.

Anne Gillet, rédactrice en chef, a regretté de ne pas avoir eu la possibilité de garder la sénatrice plus longtemps pour approfondir certains sujets d'actualité.

La rencontre avec une journaliste spécialisée dans les thèmes sociaux a été l'occasion d'un échange sur le thème des enfants des rues et des prostituées, sujets qui tiennent particulièrement à cœur à Janine Rozier. La sénatrice a souhaité rencontrer des personnes qui vivent au quotidien ces réalités. Elle a pu ainsi confronter ses idées sur des sujets au cœur de l'actualité.

chez MADAME FIGARO

“ J’ai été subjuguée de voir Mme Pauwels en permanence au milieu de tout le monde, chacun échangeant des informations, papiers, des bonjours... J’ai eu l’impression de tomber dans une grande famille où tout le monde travaillait dans le même sens et dans la joie. ”

Janine Rozier,
sénateur



► En mai 1980, le Figaro lance un supplément féminin hebdomadaire : **MADAME FIGARO**. C'est une première. Vingt ans plus tard, Madame Figaro est le leader de la presse féminine haut de gamme avec 1,7 millions de lecteurs. Son secret ? Pendant 20 ans, le magazine a su suivre l'évolution des femmes avec une ligne éditoriale généraliste privilégiant l'ouverture sur le monde et le désir de surprendre.

madame
FIGARO

Bernard SEILLIER



Administrateur civil, **Bernard Seillier** a été élu sénateur de l'Aveyron en 1989, réélu en 1998. Il est membre de la Commission des affaires sociales et siège au sein du Conseil national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il fait partie des sénateurs non inscrits à un groupe politique.

Très convaincu de l'utilité des Nouvelles Technologies de l'Information pour notre société, le sénateur Bernard Seillier a cette année choisi d'assouvir sa curiosité au sein de l'incubateur de Télécom Paris.

Le sénateur a été très intéressé de découvrir cette pépinière d'entreprises au cœur d'une grande école. La société Physip, spécialisée dans le traitement de l'insomnie par signaux, l'a particulièrement intéressé en raison de son implication dans le domaine de la santé publique et de la vie sociale.

Bernard Seillier a insisté sur le caractère trop rare de ce type de structure riche d'une extraordinaire diversité, exaltant l'innovation. La logique de création est en réel décalage avec le rythme de l'administration, laquelle devrait selon lui davantage considérer la réalité entrepreneuriale et favoriser l'innovation, comme le fait Télécom Paris à l'égard de ses étudiants.

chez TÉLÉCOM PARIS



“ L’incubateur
de Télécom Paris
constitue un
milieu
entrepreneurial
sans égal où
pluridisciplinarité
et interconnexion
des savoir-faire se
retrouvent dans
la recherche
d’unité. ”



Bernard Seillier, Henry Pironin, délégué aux relations
avec les entreprises et les incubés de Physip.

➤ **TÉLÉCOM PARIS** dispose du plus grand incubateur
d'entreprises de Paris. 45 projets y ont été incubés
depuis sa création en juillet 1999. Sa capacité
d'accueil va être portée de 15 à 25 projets avec la mise
en place sous peu de nouveaux locaux.

Bernard Seillier,
sénateur



Simon SUTOUR



Fonctionnaire territorial,

Simon Sutour

a été élu sénateur socialiste du Gard en 1998. Il est membre de la Commission des lois, et siège à la Délégation parlementaire pour l'Union Européenne.

Pour cette quatrième édition des Rencontres Sénatoriales de l'Entreprise, le sénateur Simon Sutour a souhaité effectuer son stage d'immersion chez Air France. Etant régulièrement amené à utiliser les services du transporteur, il désirait découvrir les multiples activités du groupe avec une autre vision que celle de client.

Simon Sutour a été impressionné par le gigantisme de cette compagnie évoluant dans un secteur de forte concurrence. Il a pu cerner les enjeux liés à la recherche de synergies au sein de l'alliance Skyteam.

La présentation du Centre de contrôle opérationnel a montré au sénateur l'importance de l'optimisation de l'utilisation de la flotte d'Air France. Cette infrastructure nouvellement créée permet à la compagnie d'assurer une politique de qualité performante.

Le sénateur a abordé la question de la sécurité lors de la visite du centre de fret, plate forme automatisée de 14.000 m² capable de traiter un million de tonnes de fret par an. Il a pu également soulever les problèmes de fréquence et de desserte des vols intérieurs.



chez AIR FRANCE

« J'ai pu voir chez Air France des professionnels passionnés. La compagnie doit poursuivre son développement pour contribuer à l'image de la France, dont elle est l'un des vecteurs privilégiés. »



Simon Sutour, Michel Emevriat, directeur de l'exploitation de l'aéroport Paris-CDG et Yorik Pelhâte, chargé des relations auprès du Parlement.

➤ **AIR FRANCE** est l'un des acteurs majeurs du transport aérien mondial, au troisième rang pour le transport international de passagers et au quatrième rang pour le transport international de fret. Avec 1 700 vols quotidiens et 43 millions de passagers transportés sur ses vols, Air France couvre plus de 200 destinations réparties dans 85 pays. Malgré une crise sans précédent, Air France enregistre pour l'année 2001-2002 un chiffre d'affaires de 12 milliards d'euros, en progression de 2 %, et un résultat nettement bénéficiaire.

Simon Sutour,
sénateur



Alex TÜRK



Maître de conférence à l'Université catholique de Lille, **Alex Türk** a été réélu sénateur du Nord en 2001. Il est membre de la Commission des Lois et vice-président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Il est par ailleurs conseiller régional divers droite du Nord-Pas-de-Calais.

Alex Türk a, pour la deuxième année consécutive, décidé d'aller à la rencontre d'une petite entreprise qui incarne l'excellence française tout en ayant de fortes capacités de développement. Le sénateur s'était rendu l'an passé dans le restaurant parisien étoilé de M. Besson. Cette année, le parlementaire a rencontré les Apiculteurs Associés, entreprise familiale et "amicale".

Ce stage a permis au sénateur de découvrir les spécificités du monde apicole, les techniques de production du miel, les différents crus, "le fait que dans une ruche tout se consomme, y compris le pollen et la propolis". Alex Türk a également eu l'occasion de rencontrer d'autres dirigeants de PME, notamment un imprimeur et un boulanger, avec lesquels il a pu aborder les problèmes de gestion des petites entreprises.

M. Vacher, dirigeant des Apiculteurs Associés, s'est déclaré enchanté par cette rencontre, qui lui a permis de recueillir un avis extérieur sur son entreprise, ainsi que d'intéressantes suggestions, notamment en matière de protection des marques.

chez LES APICULTEURS ASSOCIÉS

« J'ai découvert ici une authentique ambiance entrepreneuriale. L'entreprise se compose d'un personnel jeune, extrêmement dynamique, qui travaille dans une atmosphère à la fois de sérieux mais aussi de décontraction. On voit des gens qui sont heureux de bosser ensemble. Je crois que c'est le point principal que je retiendrai de ce stage. »

Alex Türk,
sénateur



Alex Türk lors de la mise en pot du pollen, dans l'usine de la Ferté Saint Aubin.

► Les "APICULTEURS ASSOCIÉS" est une entreprise familiale de huit salariés, dont l'ambition est de faire découvrir l'originalité d'un produit naturel : le miel. Elle a connu une rapide expansion grâce à la grande distribution. Les Apiculteurs Associés se sont vu décerner en 2002 une médaille d'or pour leur miel de montagne.



André VANTOMME



Inspecteur central des domaines, **André Vantomme** a été élu sénateur socialiste de l'Oise en 2001. Il est membre de la Commission des affaires sociales. Il est également président du groupe socialiste au Conseil général de l'Oise.

André Vantomme a voulu prendre la mesure des problèmes liés à l'industrie nucléaire. Souhaitant rompre avec toute idée préconçue et démythifier un peu le problème, le sénateur a décidé de se rendre dans l'usine de retraitement de déchets de La Hague, afin de se forger sa propre opinion.

A l'issue de son stage, axé essentiellement sur la notion de sécurité, le sénateur s'est interrogé sur la gestion des déchets. Ayant convenu que les normes de sécurité étaient respectées, il s'est montré plus circonspect quant à la maîtrise des déchets : "En tant que pêcheur en mer, je n'aime pas beaucoup l'idée que l'on pollue le milieu vivant, la mer n'est pas une poubelle !". Néanmoins, ce stage chez Areva a conduit André Vantomme à reconnaître que la société prenait le problème à bras le corps.

En quittant La Hague, le sénateur a pris rendez-vous pour 2006.



chez AREVA



« J'ai découvert que le Parlement avait, par rapport au nucléaire, un rôle particulièrement fort et finalement peu connu. J'ai découvert la loi de 1990 qui a pour objectif de fixer une politique des déchets, ainsi que l'importance des travaux parlementaires sur le sujet. »



André Vantomme, sur le terminal ferroviaire de Valognes.

► L'énergie nucléaire est l'une des deux branches d'activité d'**AREVA**. Leader mondial sur le marché du traitement et du recyclage des matières nucléaires, elle représentait 78 % du chiffre d'affaire du groupe et occupait 64 % des effectifs en 2001. Cette branche comprend trois pôles d'activités : le pôle amont, le pôle Réacteur et Service et le pôle aval. Ce dernier couvre les activités de traitement et de recyclage des combustibles usés après leur passage dans les centrales nucléaires. Areva parvient, grâce à la mise en place de solutions de haute technologie, à recycler 96 % du combustible.

André Vantomme,
sénateur



Alain VASSELE



Agriculteur,

Alain Vassel

a été réélu sénateur RPR de l'Oise en 2001. Il est membre de la Commission des affaires sociales du Sénat et président du conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale. Il est également maire de Ourcel-Maison dans l'Oise.

Pour la quatrième année consécutive, le sénateur Vassel a répondu présent à l'initiative des stages d'immersion en entreprise. Il s'est déjà rendu à trois reprises dans de grands groupes : Gervais Danone, Saint-Gobain et Essilor. Cette année il s'est orienté vers une autre grande entreprise, dans le secteur pharmaceutique : Pfizer. Ce choix est né de la volonté du sénateur de mieux comprendre le fonctionnement de l'industrie des médicaments, afin d'être en mesure de mieux légiférer le moment venu.

Au sein de la société Pfizer France, Alain Vassel a pu découvrir le pôle Recherche et Développement établi à Fresnes, spécialisé dans l'allergie et le domaine respiratoire. La venue d'un parlementaire dans ce centre a été l'occasion pour ses dirigeants de regretter l'attention limitée réservée aux biotechnologies. Très sensible à ces remarques, le sénateur s'est déclaré prêt, avec le concours de Pfizer, à interpeller le Premier ministre sur ces questions.

Le sénateur a souhaité mettre l'accent sur le comportement citoyen de Pfizer, qui se déclare prêt à adhérer à toute réforme favorisant la maîtrise médicalisée, et à une collaboration active avec les pouvoirs publics.

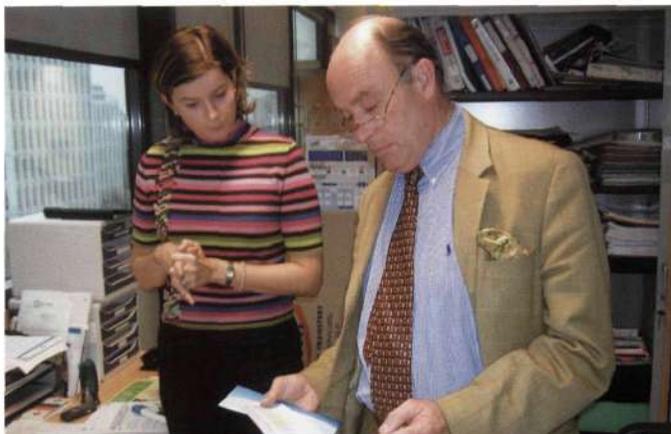


chez PFIZER



« Tous les sujets ont pu être abordés sans tabou, et nous avons pu aller au fond des choses sur un grand nombre d'entre eux. J'ai été en mesure d'avoir une approche objective des problèmes auxquels pouvait être confrontée la société Pfizer en raison de l'évolution législative et réglementaire. »

Alain Vasselle,
sénateur



Alain Vasselle et Mme Tissot, responsable packaging, au siège social de Pfizer France.

► **Le groupe PFIZER**, présent dans 80 pays, est le leader mondial de l'industrie pharmaceutique. Ses activités se concentrent autour du pôle Recherche et Développement et dans le rôle de producteur global de médicaments. Pfizer consacre chaque année un budget de 5 milliards d'euros à la recherche, dans l'espoir de découvrir de nouvelles molécules susceptibles de traiter plus efficacement les malades. Ses axes de recherche privilégiés concernent les maladies respiratoires, les maladies cardiovasculaires et le cancer.



Henri WEBER



Professeur,
Henri Weber
a été élu sénateur
socialiste de la Seine-
Maritime en 1995. Il
siège à la Commission
des affaires culturelles.

Henri Weber est convaincu de l'apport essentiel des Nouvelles Technologies de l'Information au développement de la société. Réaliser son stage d'immersion chez AOL représentait pour lui une opportunité de mieux en cerner les enjeux.

Le sénateur a remarqué avant tout, qu'en dépit des efforts consentis, le retard français en matière d'Internet perdure, en raison notamment de l'influence persistante du Minitel. Henri Weber insiste sur l'intérêt d'une politique de discrimination positive envers les ménages les plus modestes, afin de diffuser l'Internet illimité vers le plus grand nombre, et d'éviter ainsi qu'une fracture numérique ne se superpose à la fracture sociale.

Les questions de la protection des droits d'auteurs et du piratage ont permis au sénateur d'insister sur l'urgence de transposer la Directive européenne sur la défense de la propriété intellectuelle dans un cadre législatif adéquat.

Henri Weber a retenu d'AOL sa conception moderne et plaisante de l'entreprise et s'est félicité de l'excellent climat social de cette société.

Stéphane Treppoz, Président directeur général, a apprécié la pertinence et la capacité de synthèse du sénateur quant à sa perception d'AOL et des enjeux de l'Internet. Il a insisté sur le caractère nécessaire des stages d'immersion en entreprise, qui, selon Henri Weber, devraient être obligatoires pour l'ensemble des sénateurs.

chez AOL



“ Il est
absolument
nécessaire que nos
élus soient
conscients des
enjeux de
l'Internet car il
s'agit d'un
phénomène
apolitique au
centre des
préoccupations
de chacun. ”



Henri Weber et Stéphane Treppoz,
Président directeur général d'AOL France

➤ Créée en 1996, **AOL FRANCE**, filiale du numéro un mondial de la communication AOL Time Warner, figure parmi les leaders des services en ligne sur le marché français. Le fournisseur d'accès soutient actuellement plus particulièrement ses offres d'Internet illimité et à haut débit.

Stéphane Treppoz,
PDG d'AOL France



RETROUVEZ LES INITIATIVES ÉCONOMIQUES
DU PRÉSIDENT DU SÉNAT SUR :

<http://www.entreprises.senat.fr>



L'AGEFI

Les Echos
Le Quotidien de l'Économie



l'Hémicycle

